



COURS PI

☆ *L'école sur-mesure* ☆

de la Maternelle au Bac, Établissement d'enseignement
privé à distance, déclaré auprès du Rectorat de Paris

**Première STMG - Module 4 - Economie - Décryptage
des notions de revenu, de consommation,
de financement et de marché**

Droit et Economie

v.5.1



- ✓ **Guide de méthodologie**
pour appréhender notre pédagogie
- ✓ **Leçons détaillées**
pour apprendre les notions en jeu
- ✓ **Exemples et illustrations**
pour comprendre par soi-même
- ✓ **Prolongement numérique**
pour être acteur et aller + loin
- ✓ **Exercices d'application**
pour s'entraîner encore et encore
- ✓ **Corrigés des exercices**
pour vérifier ses acquis

www.cours-pi.com

Paris & Montpellier



EN ROUTE VERS LE BACCALAURÉAT

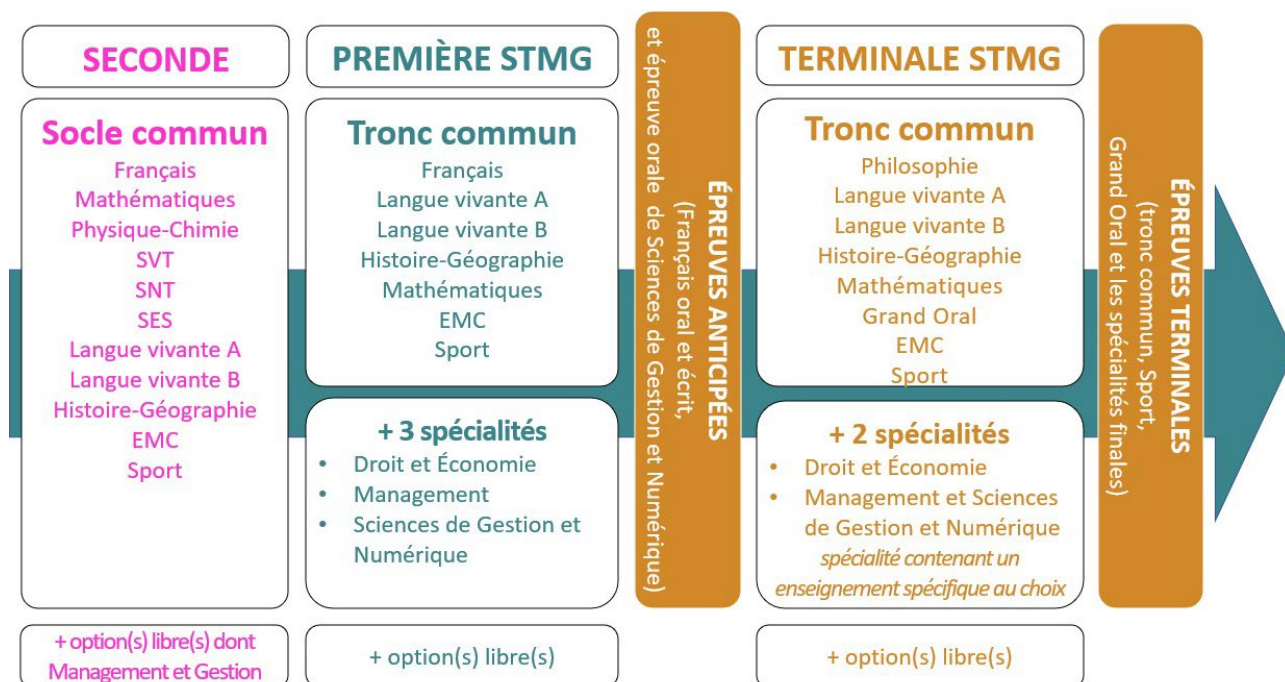
Comme vous le savez, la **réforme du Baccalauréat** est entrée en vigueur progressivement jusqu'à l'année 2021, date de délivrance des premiers diplômes de la nouvelle formule.

Dans le cadre de ce nouveau Baccalauréat, **notre Etablissement**, toujours attentif aux conséquences des réformes pour les élèves, s'est emparé de la question avec force **énergie** et **conviction** pendant plusieurs mois, animé par le souci constant de la réussite de nos lycéens dans leurs apprentissages d'une part, et par la **pérennité** de leur parcours d'autre part. Notre Etablissement a questionné la réforme, mobilisé l'ensemble de son atelier pédagogique, et déployé tout **son savoir-faire** afin de vous proposer un enseignement tourné continuellement vers **l'excellence**, ainsi qu'une scolarité tournée vers la **réussite**.

- Les **Cours Pi** s'engagent pour faire du parcours de chacun de ses élèves un **tremplin vers l'avenir**.
- Les **Cours Pi** s'engagent pour ne pas faire de ce nouveau Bac un diplôme au rabais.
- Les **Cours Pi** vous offrent **écoute** et **conseil** pour coconstruire une **scolarité sur-mesure**.

LE BAC STMG DANS LES GRANDES LIGNES

Le Baccalauréat de la série Sciences et Technologies du Management et de la Gestion (STMG) est organisé à partir d'un large tronc commun en classe de Seconde où l'option « Management et Gestion » permet une première approche du domaine. Par la suite, cette filière se caractérise par un parcours des plus spécialisés année après année.



CE QUI A CHANGÉ

- Une nouvelle épreuve en fin de Terminale : le Grand Oral.
- Pour les lycéens en présentiel l'examen est un mix de contrôle continu et d'examen final laissant envisager un diplôme à plusieurs vitesses.
- Pour nos élèves, qui passeront les épreuves sur table, le Baccalauréat conserve sa valeur.

CE QUI N'A PAS CHANGÉ

- Le Bac reste un examen accessible aux candidats libres avec examen final.
- Le système actuel de mentions est maintenu.
- Les épreuves anticipées de français, écrit et oral, tout comme celle de l'oral de Sciences de Gestion et Numériques se dérouleront comme aujourd'hui en fin de Première.



A l'occasion de la réforme du Lycée, nos manuels ont été retravaillés dans notre atelier pédagogique pour un accompagnement optimal à la compréhension. Sur la base des programmes officiels, nous avons choisi de créer de nombreuses rubriques :

- **L'essentiel** pour souligner les points de cours à mémoriser au cours de l'année
- **Réfléchissons ensemble et A vous de jouer** pour mettre en pratique le raisonnement vu dans le cours et s'accaparer les ressorts de l'analyse, de la logique, de l'argumentation, et de la justification
- **Pour aller plus loin** pour visionner des sites ou des documentaires ludiques de qualité
- Et enfin... la rubrique **Les Clés du Bac by Cours Pi** qui vise à vous donner, et ce dès la seconde, toutes les cartes pour réussir votre examen : notions essentielles, méthodologie pas à pas, exercices types et fiches étape de résolution !

DROIT ET ÉCONOMIE PREMIÈRE STMG

Module 4 – Économie – Décryptage des notions de revenu, de consommation, de financement et de marché

L'AUTEUR



Olivier THIERRY

« Enseigner, c'est être coach, tutoriser, tirer le meilleur des élèves, et les accompagner sur le chemin de l'autonomie ». Professeur agrégé, enseignant en lycée et chargé de mission auprès de Sciences Po Paris, ses valeurs pédagogiques sont le positivisme, la bienveillance, l'exigence avec soi et avec les autres, l'efficacité, la franchise et la loyauté. Aujourd'hui papa poule de 4 filles, il a connu plus jeune les problèmes de harcèlement scolaire qu'il a surmontés en se dépassant et qui l'ont rendu attentif aux questions de justice sociale.

PRÉSENTATION

Ce **cours** est divisé en chapitres, chacun comprenant :

- Le **cours**, conforme aux programmes de l'Education Nationale
- Des **exercices d'application et d'entraînement**
- Les **corrigés** de ces exercices
- Des **devoirs** soumis à correction (et **se trouvant hors manuel**). Votre professeur vous renverra le corrigé-type de chaque devoir après correction de ce dernier.

Pour une manipulation plus facile, les corrigés-types des exercices d'application et d'entraînement sont regroupés en fin de manuel.

CONSEILS À L'ÉLÈVE

Vous disposez d'un support de Cours complet : **prenez le temps** de bien le lire, de le comprendre mais surtout de **l'assimiler**. Vous disposez pour cela d'exemples donnés dans le cours et d'exercices types corrigés. Vous pouvez rester un peu plus longtemps sur une unité mais travaillez régulièrement.

LES DEVOIRS

Les devoirs constituent le moyen d'évaluer l'acquisition de **vos savoirs** (« Ai-je assimilé les notions correspondantes ? ») et de **vos savoir-faire** (« Est-ce que je sais expliquer, justifier, conclure ? »).

Placés à des endroits clés des apprentissages, ils permettent la vérification de la bonne assimilation des enseignements.

Aux *Cours Pi*, vous serez accompagnés par un **professeur selon chaque matière** tout au long de votre année d'étude. Référez-vous à votre « Carnet de Route » pour l'identifier et découvrir son parcours.

Avant de vous lancer dans un devoir, assurez-vous d'avoir **bien compris les consignes**.

Si vous repérez des difficultés lors de sa réalisation, n'hésitez pas à le mettre de côté et à revenir sur les leçons posant problème. **Le devoir n'est pas un examen**, il a pour objectif de s'assurer que, même quelques jours ou semaines après son étude, une notion est toujours comprise.

Aux Cours Pi, chaque élève travaille à son rythme, parce que chaque élève est différent et que ce mode d'enseignement permet le « sur-mesure ».

Nous vous engageons à respecter le moment indiqué pour faire les devoirs. Vous les identifierez par le bandeau suivant :



Vous pouvez maintenant
faire et envoyer le **devoir n°1**



Il est **important de tenir compte des remarques, appréciations et conseils du professeur-correcteur**. Pour cela, il est **très important d'envoyer les devoirs au fur et à mesure** et non groupés. **C'est ainsi que vous progresserez !**

Donc, dès qu'un devoir est rédigé, envoyez-le aux *Cours Pi* par le biais que vous avez choisi :

- 1) Par **soumission en ligne** via votre espace personnel sur **PoulPi**, pour un envoi **gratuit, sécurisé** et plus **rapide**.
- 2) Par **voie postale** à *Cours Pi*, 9 rue Rebuffy, 34 000 Montpellier
Vous prendrez alors soin de joindre une **grande enveloppe libellée à vos nom et adresse**, et **affranchie au tarif en vigueur** pour qu'il vous soit retourné par votre professeur

N.B. : quel que soit le mode d'envoi choisi, vous veillerez à **toujours joindre l'énoncé du devoir** ; plusieurs énoncés étant disponibles pour le même devoir.

N.B. : si vous avez opté pour un envoi par voie postale et que vous avez à disposition un scanner, nous vous engageons à conserver une copie numérique du devoir envoyé. Les pertes de courrier par la Poste française sont très rares, mais sont toujours source de grand mécontentement pour l'élève voulant

VOTRE RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

Professeur des écoles, professeur de français, professeur de maths, professeur de langues : notre Direction Pédagogique est constituée de spécialistes capables de dissiper toute incompréhension.

Au-delà de cet accompagnement ponctuel, notre Etablissement a positionné ses Responsables pédagogiques comme des « super profs » capables de co-construire avec vous une scolarité sur-mesure. En somme, le Responsable pédagogique est votre premier point de contact identifié, à même de vous guider et de répondre à vos différents questionnements.

Votre Responsable pédagogique est la personne en charge du suivi de la scolarité des élèves. Il est tout naturellement votre premier référent : une question, un doute, une incompréhension ? Votre Responsable pédagogique est là pour vous écouter et vous orienter. Autant que nécessaire et sans aucun surcoût.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Du **lundi** au **vendredi** : horaires disponibles sur votre carnet de route et sur PoulPi.

QUEL
EST
SON
RÔLE ?

Orienter les parents et les élèves.

Proposer la mise en place d'un accompagnement individualisé de l'élève.

Faire évoluer les outils pédagogiques.

Encadrer et **coordonner** les différents professeurs.

VOS PROFESSEURS CORRECTEURS

Notre Etablissement a choisi de s'entourer de professeurs diplômés et expérimentés, parce qu'eux seuls ont une parfaite connaissance de ce qu'est un élève et parce qu'eux seuls maîtrisent les attendus de leur discipline. En lien direct avec votre Responsable pédagogique, ils prendront en compte les spécificités de l'élève dans leur correction. Volontairement bienveillants, leur correction sera néanmoins juste, pour mieux progresser.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Une question sur sa correction ?

- faites un mail ou téléphonez à votre correcteur et demandez-lui d'être recontacté en lui laissant **un message avec votre nom, celui de votre enfant et votre numéro.**
- autrement pour une réponse en temps réel, appelez votre Responsable pédagogique.

LE BUREAU DE LA SCOLARITÉ

Placé sous la direction d'Elena COZZANI, le Bureau de la Scolarité vous orientera et vous guidera dans vos démarches administratives. En connaissance parfaite du fonctionnement de l'Etablissement, ces référents administratifs sauront solutionner vos problématiques et, au besoin, vous rediriger vers le bon interlocuteur.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Du **lundi** au **vendredi** : horaires disponibles sur votre carnet de route et sur PoulPi.
04.67.34.03.00
scolarite@cours-pi.com



LE SOMMAIRE

Sciences Economiques et Sociales – Module 4 – Décryptage des notions de revenu, de consommation, de financement et de marché

<u>Bienvenue en Première STMG</u>	1
<u>Les épreuves du Baccalauréat STMG</u>	1
<u>Introduction générale au module</u>	3

CHAPITRE 1. Comment les ménages décident-ils d'affecter leurs revenus ? 4

Q OBJECTIFS

- Analyser l'arbitrage du revenu entre le présent et le futur.

Q COMPÉTENCES VISÉES

- Identifier les déterminants de la consommation.
- Analyser l'évolution de la structure de consommation des ménages (en valeur et en volume).
- Identifier les déterminants de l'épargne.
- Montrer le lien entre épargne, revenu et patrimoine.
- Calculer et interpréter les propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner.
- Interpréter un tableau statistique des répartitions du revenu et du patrimoine.

Première approche	5
1. L'arbitrage entre consommation et épargne	6
Application #1	14
Application #2	21
2. Le pouvoir d'achat des ménages	24
Application #3	33
Application #4	42
Application #5	51
Application #6	58
Les Clés du Bac	60

CHAPITRE 2. Comment le marché finance-t-il les agents économiques et agit-il sur leurs choix ? 70

OBJECTIFS

- Analyser le financement des agents économiques et ses modalités.
- Analyser les logiques du marché concurrentiel.

COMPÉTENCES VISÉES

- Identifier les différentes situations de financement des agents économiques.
- Identifier et comparer les divers modes de financement de la croissance de la production.
- Caractériser les différents circuits de financement.
- Caractériser et comprendre le rôle des banques dans le financement de l'activité économique.
- Analyser les différentes fonctions des marchés financiers.
- Comprendre le rôle des banques centrales (et en particulier la Banque centrale européenne) par rapport au système bancaire.
- Définir un « marché pertinent ».
- Identifier les intervenants sur un marché.
- Calculer un degré de concentration des marchés et caractériser la structure des différentes formes de concentration : concurrence, oligopole et monopole.
- Déterminer la fixation du prix sur un marché concurrentiel.
- Calculer et interpréter une élasticité-prix-demande dans des exemples simples.
- Analyser les stratégies de fixation des prix par les entreprises en fonction de la structure des coûts et de la concentration du marché.
- Déterminer si une modification des prix s'accompagne d'une évolution des caractéristiques des produits.
- Calculer un coût moyen et un coût marginal de production avec des exemples simples et en interpréter les résultats.

Première approche	71
1. La situation financière des agents économiques et ses modalités	72
Application #7	76
Application #8	81
2. Le degré de concurrence selon les marchés	83
Application #9	99
3. Les stratégies pour dépasser l'intensité concurrentielle	101
Application #10	116
Les Clés du Bac	120



Chapitre 1

Agent économique	Acteur qui participe aux flux d'échange en y remplissant certaines fonctions.
Bien	Produit matériel, physique, palpable, stockable.
Coût d'opportunité (coût d'option)	Évaluation de la perte ou le gain auxquels on renonce en affectant les ressources disponibles à un usage donné.
Économie	Science de la rareté <i>ou</i> Domaine d'étude des stocks et des flux d'échanges.
Maximisation	Fait de rendre maximal le profit ou l'utilité du consommateur.
Préférences (du consommateur)	Diversité des choix de produits par le consommateur qui dépendent des prix et conduisent à des courbes d'indifférence.
Raisonnement « à la marge »	Logique économique (néoclassique) qui consiste à réaliser des choix en fonction des nouvelles unités produites et non sur l'ensemble de la production.
Rationalité	Principe et action d'un agent caractérisés par la maîtrise de l'information et le fait d'atteindre son objectif en économisant les moyens à mobiliser.
Service	Produit non matériel, non physique, non palpable, non stockable.
Utilité	Bien-être ou sentiment de satisfaction du consommateur.
Utilité marginale	Raisonnement qui évalue le bien-être par la consommation d'une unité supplémentaire.

Chapitre 2

Autofinancement	Capacité pour une entreprises à financer ses projets, sans faire appel à un intervenant extérieur, donc avec ses capitaux propres.
Banque centrale	Organisme qui gère l'ensemble des banques (de second rang) et la monnaie.
Banque de second rang	Organisme qui finance les agents et dépend de la Banque centrale.
Besoin de financement	Solde négatif d'un agent qui dépense plus qu'il ne reçoit de revenus.
Capacité de financement	Solde positif d'un agent qui reçoit davantage de revenus qu'il ne dépense.
Concurrence/Marché concurrentiel	Marché qui se caractérise par une multitude d'offreurs et une multitude de demandeurs.
Coût marginal	Frais supplémentaires associés à une unité supplémentaire de production, évalué par le rapport mathématique hausse des coûts totaux/hausse des quantités produites.
Coût moyen	Frais que l'entreprise engage en moyenne pour réaliser sa production, évalué par le rapport mathématique coûts totaux/quantités produites.
Degré de concentration	Quantité d'agents qui permet d'établir le mode de concurrence du marché.
Élasticité-prix-demande	Variation de la demande issue d'une variation d'une unité de prix, mesurée par le rapport mathématique entre la hausse ou la baisse de la consommation et la hausse ou la baisse du prix de ce qui est consommé.
Élasticité-revenu-demande	Variation de la demande issue d'une variation d'une unité de revenu, mesurée par le rapport mathématique entre la hausse ou la baisse de la consommation et la hausse ou la baisse du revenu.
Marché financier	Lieu d'échange des offres et demandes de titres financiers, de placements et matières premières (à la Bourse)
Marché pertinent	Lieu géographique étudié pour déterminer si le marché est concurrentiel ou si un agent détient une position dominante.
Monopole	Marché caractérisé par l'existence d'un seul offreur face à une multitude de demandeurs.
Oligopole	Marché caractérisé par l'existence de quelques entreprises face à une multitude de demandeurs.



SUGGESTIONS CULTURELLES

DICTIONNAIRES

- www.economie.gouv.fr/facileco/dictionnaire-leconomie
- **Dictionnaire de l'économie** *Collectif Albin Michel Encyclopedia Universalis*

SITES INTERNET

- www.dessinemoileco.com
- www.alternatives-economiques.fr
- www.citeco.fr
- www.abc-economie.banque-france.fr

ROMANS ET ESSAIS

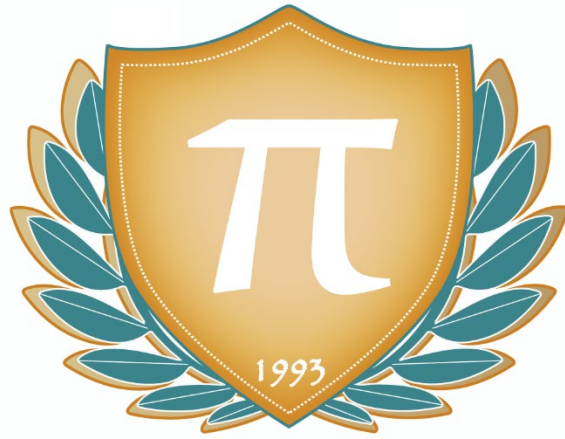
- **Dette** *David Graeber*
- **Quand le capitalisme perd la tête** *Joseph E. Stiglitz*
- **La grande désillusion** *Joseph E. Stiglitz*
- **L'économie est une science morale** *Amartya Sen*
- **Introduction à l'économie** *Jacques Généreux*
- **Histoire de l'analyse économique** *Joseph Schumpeter*

BANDES DESSINÉES

- **Economix Comics** *de Dan E. Burr et Michael Goodwin*
- **La ligue des économistes extraordinaires** *Vincent Caut et Benoist Simmat*

PODCASTS

- **On n'arrête pas l'éco** *France Inter*
- **La bulle économique** *France Culture*
- **Choses à savoir économie** *toutes plateformes*
- **Juste un droit** www.20minutes.fr/podcast/juste-droit



BIENVENUE EN PREMIÈRE STMG

Le Baccalauréat Sciences et Technologies du Management et de la Gestion (STMG) est un Baccalauréat technologique préparé sur 2 ans en classes de Première et Terminale.

Cette filière s'adresse particulièrement aux élèves intéressés par le fonctionnement des organisations, le marketing, le commerce, les stratégies d'entreprise, et qui se projettent dans un avenir professionnel.

LES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT STMG

Les épreuves en Première :

- Français oral et écrit
- **Spécialité** Sciences de Gestion et Numérique (oral de 20 min)

Les épreuves en Terminale :

- Histoire-Géographie
- Langues vivantes A et B, écrit et oral + **enseignement technologique en langue vivante A**
- Mathématiques
- EPS
- Philosophie
- **Spécialité** Droit et Economie
- **Spécialité** Management, Sciences de Gestion et Numérique
- Grand Oral

LES ATTENDUS DE LA MATIÈRE

A travers ce manuel, vous devrez acquérir les bases du vocabulaire mais aussi un raisonnement économique. La connaissance des concepts et des mécanismes économiques, ainsi que la sensibilisation aux grands enjeux économiques et sociaux actuels doivent permettre à l'élève de devenir responsable de ses choix en tant que citoyen et en tant qu'acteur de la vie économique. De nombreuses notions seront vues à partir d'analyse de documents complexes (arrêts, données statistiques, articles scientifiques ou d'auteurs, etc.). Elle contribue au développement des compétences orales à travers notamment la pratique de l'argumentation. Celle-ci conduit à préciser sa pensée et à expliciter son raisonnement de manière à convaincre.

Le programme prend en compte les évolutions économiques les plus significatives comme l'importance des biens publics au niveau national et au niveau international, les nouvelles formes de monnaie, l'économie sociale et solidaire.

LES ÉPREUVES D'ÉCONOMIE

Types d'épreuves

L'épreuve est de 4 heures et elle est jumelée à l'épreuve de droit. Elle est coefficient 16 sur 100.

L'épreuve porte sur tous les thèmes abordés en 1^{ère} et terminale.

La partie économique vise à évaluer les capacités du candidat à analyser un problème économique d'actualité et à construire une argumentation pertinente au regard d'un problème posé, c'est-à-dire :

- ✓ Expliquer les notions et les mécanismes économiques mis en jeu dans le problème considéré à partir de ses connaissances et des informations fournies dans la documentation ;
- ✓ Interpréter des données économiques de différentes natures et à partir de différents supports ;
- ✓ Réaliser des calculs économiques en lien avec les notions traités dans le programme ;
- ✓ Répondre à une question relative à des débats actuels sur l'économie de façon argumentée.

Méthodologie de travail

Nous vous conseillons de vous entraîner à répondre aux questions puis de synthétiser votre cours à travers une forme écrite ou schématique comprenant néanmoins des définitions qui vous serviront le jour de l'épreuve. Il faut aussi retenir les mots clés. La notation se fait autour de vos connaissances et de l'emploi de la méthodologie et de ces mots clés.

LE MOT DE L'AUTEUR

Je m'appelle Olivier. Je serai votre professeur d'économie.

Pour moi, enseigner, c'est partager une partie de ses connaissances, offrir un savoir et un savoir-faire. C'est aussi révéler les aptitudes et les dons de chaque apprenant : tutoriser, stimuler et accompagner l'élève sur le chemin de l'autonomie.

Professeur agrégé, j'enseigne au lycée et en IUT. Parfois chargé de missions à SciencesPo Paris, mes valeurs pédagogiques sont le positivisme, la bienveillance, l'exigence avec soi et avec les autres, l'efficacité, la franchise et la loyauté.

Aujourd'hui heureux papa de 4 filles, grand-père de deux petits-garçons et d'une petite-fille, j'ai connu plus jeune des problèmes de harcèlement à l'école que j'ai surmontés en me dépassant. Cette expérience a fait de moi une personne sensible aux questions de discrimination, de persécution et d'inégalités... bref, de justice sociale, de dignité et de respect humain.

Je suis passionné par la vie, et parmi mes multiples centres d'intérêt : l'actualité et la musique. Je joue notamment un peu de batterie.

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU MODULE

« Un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de colocation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne ». Voici la définition de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques du ménage.

Dans tous les sondages économiques, ce terme est récurrent, intéresse, interroge voire passionne jusqu'aux plus hautes sphères politiques qui sont attentives à l'activité liée aux ménages.

Au cours de ce module, nous allons nous intéresser à la manière dont ceux-ci dépensent leurs revenus et consomment. Leur impact va être déterminant sur le marché et le développement des entreprises. C'est ce que nous allons découvrir ensemble.



COMMENT LES MÉNAGES DECIDENT-ILS D'AFFECTER LEURS REVENUS ?



Au cours de cette première partie de ce module, nous allons nous arrêter sur les facteurs qui influencent la consommation et l'épargne permet mieux comprendre des comportements économiques centraux pour le fonctionnement de l'économie nationale et de la croissance économique.

Comment se déterminent les choix d'épargne et de consommation ? Quelle est la part de liberté dans les décisions de chacun ? Pourquoi parle-t-on d'arbitrage ?

OBJECTIFS

- Analyser l'arbitrage du revenu entre le présent et le futur.

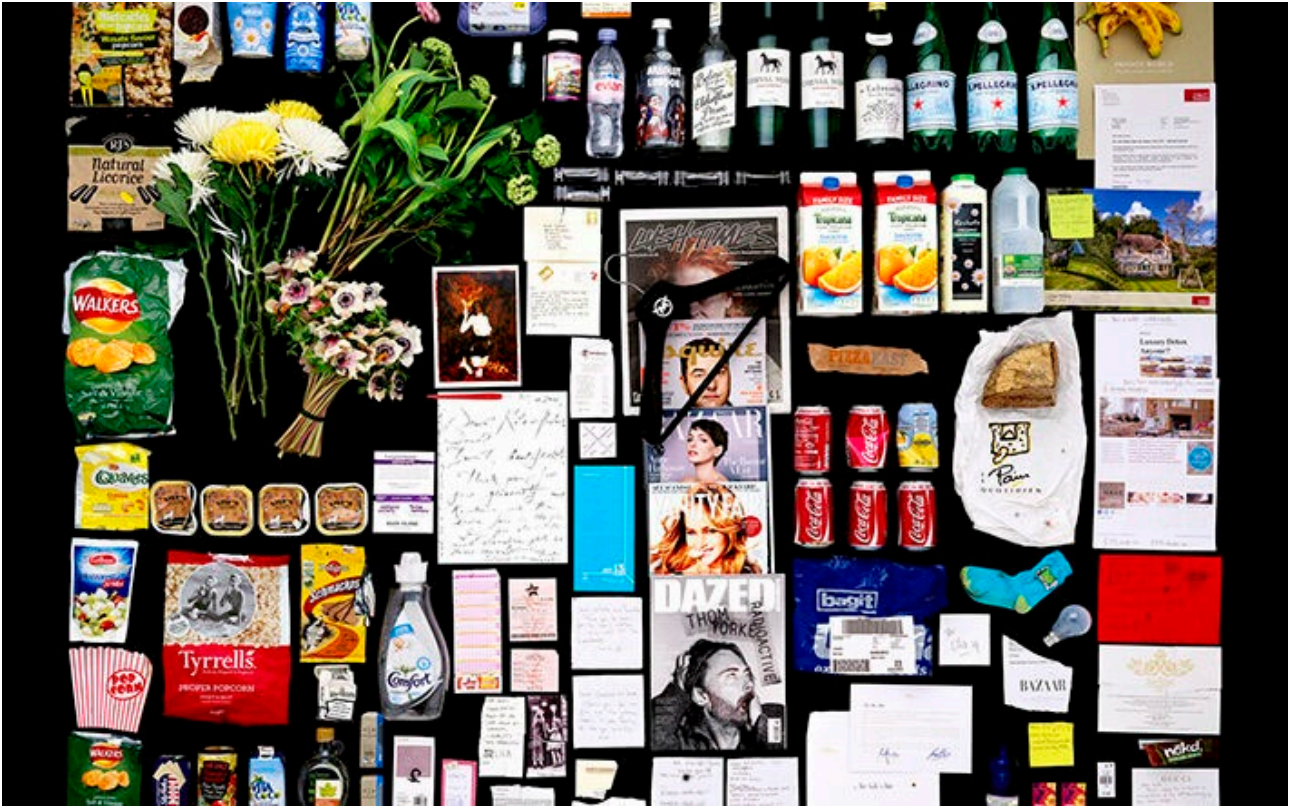
COMPÉTENCES VISÉES

- Identifier les déterminants de la consommation.
- Analyser l'évolution de la structure de consommation des ménages (en valeur et en volume).
- Identifier les déterminants de l'épargne.
- Montrer le lien entre épargne, revenu et patrimoine.
- Calculer et interpréter les propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner.
- Interpréter un tableau statistique des répartitions du revenu et du patrimoine.



Première approche

Lorsqu'en 1988, deux paparazzi exposent le contenu des poubelles de quelqu'un de connu, ils initient une pratique qui va en intéresser plus d'un... Au-delà de l'anecdote, il s'agit d'un objet de sociologie... de la consommation. L'achat de biens et de services reflète notre niveau de vie, nos goûts, notre appartenance sociale. **Analysons de plus près cette photographie...**



1. Quelle est la structure de cette consommation, autrement dit : quels en sont les produits ?

2. Quel est le milieu social de la personne qui a jeté ces produits ? Et qui pourrait-elle bien être ?

CORRECTION

1. Beaucoup de boissons, avec ou sans alcools, des marques (Coca Cola, San Pellegrino, Tropicana), de la presse, de nombreux produits étrangers, du grignotage, des fleurs...
2. Cette consommation reflète une appartenance classes moyennes de personnes pressées.

Il ne s'agit pas de biens de première nécessité et à bas prix.

Les lectures et écrits reflètent un certain degré d'instruction.

Aucune indication précise ne nous donne l'information mais il s'agit de la poubelle de Kate Moss. Tout a commencé en 1988 comme une plaisanterie. Les photographes Bruno Mouron et Pascal Rostain ont embarqué, les poubelles de Serge Gainsbourg, posées devant sa maison du quartier du 7e, sous ses yeux amusés. Les deux compères les ont ramenées dans leur atelier, pour disperser leurs contenus sur un velours noir. C'était leur première œuvre d'art trash, vision presque caricaturale de la vie quotidienne de l'artiste, tant elle concordait avec l'idée que chacun s'en faisait. Pris au jeu, les deux paparazzi ont continué de fouiller les poubelles des stars pendant des années, avant de s'intéresser aux différences de déchets d'un pays à l'autre. Leur travail d'archéologues a fait l'objet d'un livre « Autopsie », sorti aux éditions La Martinière.

01

COMMENT LES MÉNAGES DECIDENT-ILS D'AFFECTER LEURS REVENUS ?

L'arbitrage entre consommation et épargne



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite.

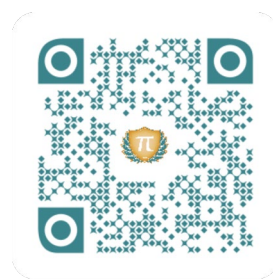
1°) Le revenu disponible sert à consommer et à épargner.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) L'épargne est une consommation différée dans le temps.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
3°) La propension à épargner est le taux d'épargne moyen, c'est-à-dire la part moyenne du revenu disponible consacrée à l'épargne.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) La propension marginale à consommer est la variation de la part du revenu supplémentaire consacrée à la consommation.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) Les ménages mettent de côté de l'argent par précaution (risque de chômage, de maladie, d'accidents, retraite...).	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux



POUR ALLER PLUS LOIN

Avant de travailler ce chapitre, découvrons les notions de consommation et revenu au cours de la ressource vidéo suivante : <https://youtu.be/Lv16lcE6sqY>

Tout savoir sur les revenus et la consommation en 2 minutes.



1°) Le revenu disponible sert à consommer et à épargner.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) L'épargne est une consommation différée dans le temps. Faux : cela peut être vrai, mais dans tous les cas (exemple : placement)	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
3°) La propension à épargner est le taux d'épargne moyen, c'est-à-dire la part moyenne du revenu disponible consacrée à l'épargne.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) La propension marginale à consommer est la variation de la part du revenu supplémentaire consacrée à la consommation.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) Les ménages mettent de côté de l'argent par précaution (risque de chômage, de maladie, d'accidents, retraite...). Faux : les motifs sont diversifiés (également placement, par exemple)	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux

COMMENT LE REVENU DÉTERMINE-T-IL LA CONSOMMATION ET L'ÉPARGNE ?

Il faut tenir compte non du niveau de revenu des ménages, mais celui du revenu disponible des ménages, pour analyser le lien revenu/consommation/épargne.

Rappelons que **consommer**, c'est réaliser une dépense qui porte sur des biens et des services marchands. En effet, les services non-marchands (qui sont socialisés, comme l'éducation, la santé publique...) n'apparaissent pas dans la consommation, en raison de la difficulté d'en mesurer la valeur et du fait que ces services marchands, largement réalisés par les administrations publiques, sont déjà payés une fois par les impôts que paye un foyer fiscal sur deux.

En évaluant la part du budget consacrée à la consommation, on obtient la **propension moyenne à consommer** (« taux de consommation » n'existe pas !), exprimée en %.

La part de revenu disponible que le ménage consacre à mettre de l'argent de côté (soit effectivement, soit en le plaçant dans quelque-chose qui doit rapporter à terme) est le taux d'épargne.

En évaluant la part du budget consacrée à l'épargne, on obtient la **propension moyenne à épargner** (ou taux d'épargne), exprimée également en %.

La somme des deux propensions fait 100 % puisque la totalité du revenu sert à consommer et à épargner.

Ainsi :

1. Propension à consommer + propension à épargner = 100 % du revenu disponible.

En moyenne nationale, le **taux d'épargne** se situe autour de 15 % : cela signifie qu'en moyenne sur 100 euros, les agents consomment 85 euros et placent 15 euros.

Or, tout le monde ne peut pas consommer comme il ne le souhaite, ni épargner. Beaucoup de besoins sont insatisfaits et les niveaux de revenus sont déterminants. Le salaire médian, c'est-à-dire celui sépare la population des salariés en deux groupes égaux (50 % gagnent plus et 50 % gagnent moins), est modeste... Il avoisine les 1 640 euros nets par mois.

Or le coût de la vie et les contraintes qui pèsent sur la consommation conduit beaucoup de ménages à ne pas pouvoir mettre de côté de l'argent de côté.

Une fois les éventuelles prestations sociales payées (en tant que revenus secondaires qui complètent pour certains les revenus primaires) et après avoir payé les éventuels impôts sur le revenu, le ménage obtient un revenu disponible qui lui sert à consommer et à épargner.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

1. Vous disposez d'un revenu disponible d'un montant de 1 347 euros nets après impôt. Vous consacrez 1 287 euros à la consommation. **Quel est le poids de la consommation dans ce budget ? Combien reste-t-il pour épargner ? Quel poids dans le budget cela fait-il ?**

2. Votre sœur dispose d'un revenu de 2 215 euros nets après impôt. Elle consacre 89 % à sa consommation. **Quels montants utilise-t-elle pour consommer ? et pour épargner ? Une proportion plus petite du revenu consacrée à la consommation signifie-t-elle que l'on consomme moins ?**

1. Avec un revenu de 1 347 euros, la part de la consommation est de 95,55 % et ce qui reste, c'est-à-dire 4,45 %, correspond à la part de l'épargne dans ce revenu.
En euros, l'épargne est de 60 euros ($1347 - 1287$).
 2. Avec un revenu de 2 215 euros, la consommation est de 89 % de 2 215 euros, soit 1 971,35 euros. Il reste pour l'épargne 243,65 euros, soit 11 % du revenu.
- Votre sœur consacre 89 % contre vos 95,55 %, mais consacre 1 971,35 euros contre vos 1 287 euros, ce qui signifie qu'elle consomme plus que vous !

Ainsi, le niveau de revenu disponible conditionne-t-il les propensions à consommer et à épargner. Or, que se passe-t-il lorsque le revenu augmente ou qu'il baisse ?



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

1. Reprenons l'exemple précédent. Si votre revenu passe à 1 647 euros et celui de votre sœur à 2 515 euros nets après impôt, **pourquoi les propensions moyennes à consommer et à épargner risquent-elles d'être un peu différentes ?**

2. Si votre taux d'épargne passe à 5,45 % et que celui de votre sœur passe à 12 %, **que se passe-t-il ? Comment appelle-t-on les calculs effectués ?**

- Il y a des chances que votre sœur en profite pour mettre un peu plus d'argent de côté, par exemple pour changer d'électroménager ou pour les vacances.
- Votre épargne passe de 60 euros à $0,0545 \times 1\,647$ euros soit 89,76 euros. Cela fait une variation de la propension moyenne à épargner de 29,76 euros sur 300 euros d'augmentation de revenu. Au final, la hausse de votre propension moyenne à épargner est de 9,92 %.
 Pour la propension moyenne à consommer, vous obtenez : 270,24 euros (car vous épargnez 89,76 sur les 300 en plus) par rapport à 300 euros d'augmentation : $270,24/300 = + 90,08 \%$ d'augmentation.
 L'épargne de votre sœur passe de 243,65 euros à $0,12 \times 2\,515$ euros, soit 301,8 euros. Cela fait une variation de la propension moyenne à épargner de 58,15 euros sur 300 euros d'augmentation du revenu. Au final, la hausse de sa propension moyenne à épargner est de 19,38 %. Pour sa propension moyenne à consommer, on obtient : 241,85 euros (car elle épargne 58,15 euros sur les 300 en plus) par rapport à 300 euros d'augmentation : $241,85/300 = + 80,62 \%$ d'augmentation.

Je vous ai perdu(e) ? depuis longtemps ? Un tableau récapitulatif s'impose !

	Vous		Votre sœur	
	avant	maintenant	avant	maintenant
Revenu (en euros)	1347	1647	2215	2515
Consommation (en euros)	1287	1557,24	1971,35	2213,2
Épargne (en euros)	60	89,76	243,65	301,8
Propension moyenne à consommer (en % du revenu)	95,55	98,19	89	88
Variation de la propension moyenne à consommer (en % de variation)		+ 90,08		+80,62
Propension moyenne à épargner (en euros)	4,45	5,45	11	12
Variation de la propension moyenne à épargner (en % de variation)		+ 9,92		+ 19,38

Synthèse : tout le monde a consommé plus et épargné plus, mais vous avez consacré 90,08 % de votre augmentation de 300 euros de revenu à consommer plus (et 9,92 % à épargner plus), tandis que votre sœur a consacré 88 % de son augmentation de 300 euros de revenu à consommer plus (et 19,38 % à épargner plus).

2. Que s'est-il passé dans ce cas pratique ?

En fait, en général, plus on gagne d'argent et plus on modifie les parts respectives consacrées à la consommation et à l'épargne. Dit autrement, le **taux d'épargne** s'accroît avec le **revenu**. Par ailleurs, les personnes qui reçoivent un revenu modeste ont tendance à tout consommer en cas d'augmentation, tandis que ceux qui reçoivent un revenu satisfaisant ou élevé, ont tendance à mettre davantage de côté. On appelle **propension marginale à consommer** la hausse ou la baisse de la part du revenu disponible consacrée à la consommation et donc **propension marginale à épargner** la variation d'épargne qui en découle.

Le niveau de revenu détermine donc le niveau de consommation (aspects quantitatifs).

Or il détermine également le mode ou genre de consommation (aspects qualitatifs).

En effet, les agriculteurs, les professions libérales, les cadres ou les ouvriers ne mangent pas et ne boivent pas de la même manière et n'ont pas les mêmes loisirs.

De nombreuses études sociologiques mettent en valeur la diversité des choix de viandes ou d'alcools, de pratiques sportives, de destinations et de modes de vacances.

L'accès au luxe est très inégalitaire... D'ailleurs, pour les uns, c'est posséder un cinquième yacht... pour d'autres, c'est manger du poisson après le 15 du mois !

Structure de la consommation des cadres et des ouvriers

Données 2011, en % et en points

	Cadres	Ouvriers	Ecart en points
Alimentation et boissons non-alcool.	13,2%	17,0%	-3,8
Boissons alcoolisées et tabac	2,2%	4,0%	-1,8
Habillement-Chaussures	5,7%	5,5%	0,2
Logement et charges	13,3%	17,4%	-4,1
Meubles et équipement du foyer	6,7%	4,9%	1,8
Santé	1,7%	1,6%	0,1
Transports	17,5%	18,6%	-1,1
Communication	2,6%	3,8%	-1,2
Loisirs et culture	11,8%	7,9%	3,9
Enseignement	1,1%	0,4%	0,7
Restauration et hôtels	9,8%	5,2%	4,6
Divers	14,4%	13,8%	0,6

Que constate-t-on ici ? La propension moyenne à consommer de l'alimentaire et le logement sont marquées par un écart d'environ 4 points de %, car les ouvriers utilisent une part plus importante de leur revenu à ces dépenses.

Par contre, les cadres fréquentent davantage qu'eux les restaurants et hôtels (écart de 4,6 points de %) et leur budget loisirs et culture est également plus conséquent (3,9 points de %).

La structure de la consommation des ménages (étude plus approfondie plus loin dans le cours) diffère donc au-moins par rapport à la catégorie socioprofessionnelle.

Comment se réalise l'arbitrage entre la consommation et l'épargne ?

Le ménage n'est pas forcément libre de choisir comment il veut répartir sa consommation et son épargne.

En effet, en termes de consommation, certains achats de biens ou services sont impératifs (logement, essence, alimentation, santé...).

En termes d'épargne, beaucoup de ménages ne gagnent pas suffisamment pour mettre de l'argent de côté.

En ce qui concerne la consommation, les déterminants sont nombreux. Citons :

- A- le montant de revenu
- B- le prix des produits
- C- l'offre (diversité ou pas des produits, disponibilité...)
- D- les besoins (primaires, secondaires et de luxe)
- E- la taille de la famille

Nous voyons clairement dans le tableau représentant le taux d'épargne (dans le document à consulter) que la propension moyenne à épargner ou taux d'épargne n'est pas la(le) même selon le niveau de vie : les 20 % les plus riches consacrent en moyenne 28 % de leur revenu disponible à l'épargne, soit 17 points de % de plus que les 60-80 % des personnes qui le sont un peu moins.

C'est 9,3 fois plus que ceux que peuvent mettre de côté – avec de grandes difficultés – les 20 % les plus pauvres.

Qu'est-ce qui pousse à épargner au lieu de consommer ?

On distingue plusieurs **motifs à épargner**.

Comme épargner c'est mettre de l'argent de côté, c'est forcément un sacrifice d'aujourd'hui pour profiter demain. Comme une **consommation différée** dans le temps.

Dans certains cas, l'épargne est forcée : on est dans l'incapacité d'acheter avec ce que l'on avait prévu (pénurie de biens, confinement...).



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Voici une définition du pouvoir d'achat :

Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Le pouvoir d'achat dépend alors du niveau du revenu et du niveau des prix.

L'évolution du pouvoir d'achat correspond donc à la différence entre l'évolution des revenus des ménages et l'évolution des prix (www.economie.gouv.fr).

Vous remplissez plus ou moins rapidement votre tirelire jusqu'à obtenir 100 euros pour acheter le lot de 2 jeans qui vous faisait envie 3 mois plus tôt. Son prix passe à 110 euros... Quelle leçon en tirer ? Quel lien peut-on faire avec le pouvoir d'achat ?

En mettant l'argent dans une tirelire... il dort ! On parle alors d'épargne thésaurisée. Lorsqu'on l'en retire, s'il y a de l'inflation entre-temps, il a perdu du pouvoir d'achat ! Cela signifie qu'avec vos 100 euros, vous ne pouvez acheter qu'un seul des deux jeans (s'ils sont séparables). Votre pouvoir d'achat s'est affaibli : il faut plus d'argent pour consommer.

Lorsque l'argent reste sur le compte, c'est « une capacité de financement » qui n'a pas d'utilité directe, qui ne rapporte pas.

Très souvent, on sait que certains événements malheureux peuvent survenir à tout moment, comme une panne de véhicule, d'électroménager... pire du chômage, une maladie, coûteuse...

Il est également préférable de se préoccuper tôt de sa retraite, vu que le revenu va baisser...

L'épargne va alors jouer un rôle important : apporter une source de financement pour éviter de dépendre d'autres agents.

C'est ce que l'on appelle le motif de **précaution** : on anticipe les éventuels problèmes à confronter et on se rassure en mettant de côté une partie du revenu disponible.

La plupart des ménages recherchent un **placement** judicieux (et pas risqué ou peu) en espérant être rémunéré le plus possible sur des comptes-épargne : c'est alors une épargne financière.

L'idéal, vous l'avez compris, c'est que la rémunération soit supérieure à l'inflation, sinon son pouvoir d'achat s'affaiblit.

Une partie des agents préfèrent placer l'argent dans une obligation, qui rapporte un peu et est peu risquée, ou dans une action, qui est plus risquée mais peut rapporter plus. Il s'agit là aussi d'une épargne financière.

Jouer avec l'argent en faisant des paris sur des reventes fructueuses (sous formes d'intérêts ou dividendes) est ce que l'on appelle la **spéculation**.

Il existe aussi des épargnes non financières... comme l'investissement dans l'immobilier. Il est peu pratique lorsqu'il s'agit de le retraduire en argent, car il faut réussir à le vendre, mais il peut prendre de la valeur si la revente est bonne.

C'est aussi le cas des autres biens que l'on achète pour revendre, comme les objets d'art par exemple.

D'ailleurs, cette épargne peut rapporter si l'immeuble est loué.

Dans un certain nombre de cas importants, l'acquisition de biens vise également à transmettre aux générations futures : l'épargne non financière devient alors un **patrimoine économique** à transmettre à sa progéniture.



L'ESSENTIEL

Sans revenus, pas de consommation et encore moins d'épargne !

Consommer, c'est-à-dire acheter des biens et des services marchands, c'est réaliser des dépenses qui peuvent être conséquentes, donc il faut suffisamment de moyens financiers pour satisfaire les besoins.

Ainsi le montant du revenu disponible détermine-t-il le montant de la consommation et **la propension moyenne à consommer** est différente entre les ménages.

Il détermine également le mode ou genre de consommation : le type de produits diffère d'un individu à l'autre, notamment sous l'influence des professions, des goûts, donc de la culture et de la personnalité, des effets d'imitation ou de distinction, etc.

Le revenu disponible détermine aussi le montant de l'épargne, c'est-à-dire l'argent qui est mis de côté par exemple par précaution ou pour placer, et la **propension moyenne à épargner** (taux d'épargne).

Là encore de fortes inégalités apparaissent...

Quant aux variations de revenu, elles ne provoquent pas les mêmes augmentations de consommation (**propension marginale à consommer**) et d'épargne (**propension marginale à épargner**).

APPLICATION #1

Je m'entraîne... à calculer une propension moyenne à épargner ou taux d'épargne

Revenus, consommation et épargne des ménages (euros et %)				
	Revenus	Consommation	Epargne	Taux d'épargne (%)
Niveau de vie				
20 % les + pauvres	13 173	12 816	357	
Entre 20 et 40 %	20 273	19 262	1 011	
Entre 40 et 60 %	26 112	23 592	2 520	
Entre 60 et 80 %	32 702	29 029	3 673	
20 % les + riches	56 153	40 222	15 931	
Age				
Moins de 30 ans	19 562	17 924	1 638	
30-39 ans	26 210	23 865	2 345	
40-49 ans	28 509	25 270	3 239	
50-59 ans	33 169	27 276	5 893	
60-69 ans	33 150	27 215	5 935	
70 ans et plus	34 346	25 689	8 657	

Données pour une personne seule, données 2017 INSEE

1ère étape :

Je repère les données à utiliser pour réaliser le calcul de la propension moyenne à épargner (= taux d'épargne).

2ème étape :

Je divise le montant de l'épargne par le revenu et je multiplie par 100.

Revenus, consommation et épargne des ménages (euros et %)				
	Revenus	Consommation	Epargne	Taux d'épargne (%)
Niveau de vie				
20 % les + pauvres	13 173	12 816	357	
Entre 20 et 40 %	20 273	19 262	1 011	
Entre 40 et 60 %	26 112	23 592	2 520	
Entre 60 et 80 %	32 702	29 029	3 673	
20 % les + riches	56 153	40 222	15 931	
Age				
Moins de 30 ans	19 562	17 924	1 638	
30-39 ans	26 210	23 865	2 345	
40-49 ans	28 509	25 270	3 239	
50-59 ans	33 169	27 276	5 893	
60-69 ans	33 150	27 215	5 935	
70 ans et plus	34 346	25 689	8 657	

3ème étape :

Je peux vérifier en faisant la propension moyenne à consommer (consommation/revenu, multiplié par 100 ; arrondir aux entiers) : en faisant la somme des deux, je dois obtenir 100 %.

CORRECTION

1ère étape :

Je repère les données à utiliser pour réaliser le calcul de la propension moyenne à épargner (= taux d'épargne).

On prend les chiffres de la quatrième colonne (« épargne ») et on divise par ceux de la seconde colonne (« revenus »).

2ème étape :

Je divise le montant de l'épargne par le revenu et je multiplie par 100.

Revenus, consommation et épargne des ménages (euros et %)				
	Revenus	Consommation	Epargne	Taux d'épargne (%)
Niveau de vie				
20 % les + pauvres	13 173	12 816	357	3%
Entre 20 et 40 %	20 273	19 262	1 011	5%
Entre 40 et 60 %	26 112	23 592	2 520	10%
Entre 60 et 80 %	32 702	29 029	3 673	11%
20 % les + riches	56 153	40 222	15 931	28%
Age				
Moins de 30 ans	19 562	17 924	1 638	8%
30-39 ans	26 210	23 865	2 345	9%
40-49 ans	28 509	25 270	3 239	11%
50-59 ans	33 169	27 276	5 893	18%
60-69 ans	33 150	27 215	5 935	18%
70 ans et plus	34 346	25 689	8 657	25%

3ème étape :

Je peux vérifier en faisant la propension moyenne à consommer (consommation/revenu, multiplié par 100 ; arrondir aux entiers) : en faisant la somme des deux, je dois obtenir 100 %.

Exemple : pour les 20 % les plus pauvres, la propension à consommer est de 97 %, ce qui donne bien un taux d'épargne de 3%. Pour les moins de 30 ans, on obtient 92 %, complémentaire de 8 %.

L'ARBITRAGE CONSOMMATION / ÉPARGNE DÉPEND DE VARIABLES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Voici des étapes de la vie d'un adulte qui reflètent de nombreuses situations autour de nous... peut-être est-ce aussi le cas au sein de votre famille. Reliez ces différentes étapes, afin de repérer pourquoi l'épargne suivrait un cycle de vie, comme les individus :

- | | |
|--------------|---|
| 25-30 ans • | • les enfants font des études supérieures et l'épargne est compliquée |
| 30 ans • | • on est à la retraite, une chute du revenu et on puise dans son épargne pour continuer à consommer |
| 30-45 ans • | • on a des enfants : on prévoit l'avenir en épargnant grâce à des salaires un peu plus élevés |
| 45-50 ans | • on laisse un patrimoine |
| 50-62 ans • | • les enfants partent du foyer et on approche de la retraite, alors on réfléchit au plan financier |
| après 62 ans | • passage d'une location à acquisition logement : on gère le budget pour payer le loyer et épargner |
| fin de vie • | • vie de couple commune : difficultés à mettre de l'argent de côté |

- 25-30 ans : vie de couple commune : difficultés à mettre de l'argent de côté
- 30 ans : passage d'une location à acquisition logement : on gère le budget pour payer le loyer et épargner
- 30-45 ans : on a des enfants : on prévoit l'avenir en épargnant grâce à des salaires un peu plus élevés
- 45-50 ans : les enfants font des études supérieures et l'épargne est compliquée
- 50-62 ans : les enfants partent du foyer et on approche de la retraite, alors on réfléchit au plan financier
- Après 62 ans : on est à la retraite, une chute du revenu et on puise dans son épargne pour continuer à consommer
- Fin de vie : on laisse un patrimoine.

Bien évidemment, tout le monde n'a pas cette vie... mais ceci est un schéma qui existe. Nos choix d'épargner dépendent ainsi étroitement du revenu, qui évolue durant notre vie et des circonstances de vie. Voyons plus précisément comment.



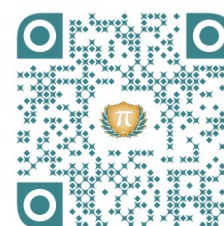
RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite.

- | | |
|---|--|
| 1°) Arbitrer entre consommation et épargne, c'est choisir ses priorités et faire le sacrifice de l'un au profit de l'autre. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 2°) Le montant et le type d'épargne dépend du revenu disponible. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 3°) Le vieillissement a tendance à faire décliner l'épargne nationale. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 4°) Le vieillissement accroît les coûts pour la société et la dénatalité renforce les problèmes de financement de la retraite, fragilisant l'épargne. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 5°) La théorie du cycle de l'épargne de Modigliani insiste sur l'effet de l'âge sur l'épargne et la désépargne. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |

1°) Arbitrer entre consommation et épargne, c'est choisir ses priorités et faire le sacrifice de l'un au profit de l'autre.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Le montant et le type d'épargne dépend du revenu disponible. Ce n'est pas entièrement vrai : le revenu influe sur le montant mais d'autres facteurs-clefs influent sur le type d'épargne	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
3°) Le vieillissement a tendance à faire décliner l'épargne nationale. Beaucoup de « petits « épargnants » en France rendent les comptes des ménages globalement excédentaires	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
4°) Le vieillissement accroît les coûts pour la société et la dénatalité renforce les problèmes de financement de la retraite, fragilisant l'épargne.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) La théorie du cycle de l'épargne de Modigliani insiste sur l'effet de l'âge sur l'épargne et la désépargne.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux

Intéressons-nous à la notion d'épargne et plus particulièrement au Plan Epargne avec la vidéo suivante : <https://youtu.be/xYrh717luOw> **Tout savoir sur le plan épargne retraite entreprise**



3. En quoi l'arbitrage consommation/épargne dépend-il de variables socio-économiques ?

Faire des choix, c'est arbitrer, c'est hiérarchiser ses besoins, c'est accorder des priorités à telle ou telle décision. On a en effet souvent plusieurs possibilités. En choisissant l'option A, on sacrifie l'option B (rappelez-vous le coût d'opportunité, en tant que prix de la renonciation).

Nous avons vu la décision d'épargne était largement liée au niveau de vie, c'est-à-dire au montant du revenu disponible du ménage. Or le revenu n'est pas le même au cours de notre vie (cf. cycle de vie de l'épargne juste après) ni même selon le milieu social, en particulier selon la catégorie socioprofessionnelle.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

À partir du tableau ci-dessous, montrez que la propension moyenne à épargner (ou taux d'épargne) est différente selon la catégorie socioprofessionnelle et le statut actif occupé/retraité

Revenus, consommation et épargne des ménages (euros et %)				
	Revenus	Consommation	Epargne	Taux d'épargne (%)
Catégorie sociale				
Agriculteurs	28 937	21 698	7 239	25%
Indépendants et prof. libérales	38 739	25 307	13 432	35%
Cadres	42 659	35 946	6 713	16%
Professions intermédiaires	32 360	27 910	4 450	14%
Employés	18 895	22 178	-3 283	-17%
Ouvriers	22 894	20 064	2 830	12%
Retraités Agriculteurs	30 303	19 783	10 520	35%
Retraités indépendants	35 366	24 533	10 833	31%
Retraités cadres	44 940	37 112	7 828	17%
Retraités professions inter.	31 441	28 222	3 219	10%
Retraités employés	23 485	20 931	2 554	11%
Retraités ouvriers	21 622	18 495	3 127	14%
Autres inactifs	22 113	15 417	6 696	30%

En termes de catégories socioprofessionnelles (PCS), ceux qui peuvent le plus épargner parmi les salariés sont les indépendants et professions libérales (on l'aurait deviné !) : avec un revenu annuel moyen de 32 739 euros, ils consacrent en moyenne 13 432 euros par an à l'épargne, ce qui représente 35 %, ce qui est considérable puisque c'est deux fois l'effort d'épargne des cadres, qui gagnent bien leur vie (42 659 euros) et trois fois l'effort des professions intermédiaires.

Les employés ont un fort endettement : leur épargne est négative (- 17 %, soit une désépargne avec une consommation supérieure au revenu).

En termes de situation à la retraite, les agriculteurs épargnent encore plus (3 281 euros annuels d'écart et 10 points de % de plus) que lors de leur carrière, notamment en raison de leur baisse de consommation. C'est le double de l'effort des cadres.

Du coup, sachant que la société s'enrichit, que les classes moyennes se développent, que les revenus augmentent, quel est l'effet sur l'épargne nationale ?

On s'attend forcément à ce que ces évolutions socio-économiques accroissent l'épargne.

En fait, on reste à un niveau relativement élevé (15 %), mais celui-ci était plus haut lors des Trente glorieuses : on avoisinait en moyenne les 18 %, afin des pics à 22 % en 1975 et en 1978.

En faisant une analyse plus fine, on constate que l'épargne financière des ménages français est un peu instable mais tourne toujours autour de 7 %, tandis que l'épargne dans l'immobilier était forte autrefois, mais rejoint aujourd'hui pratiquement le même niveau.

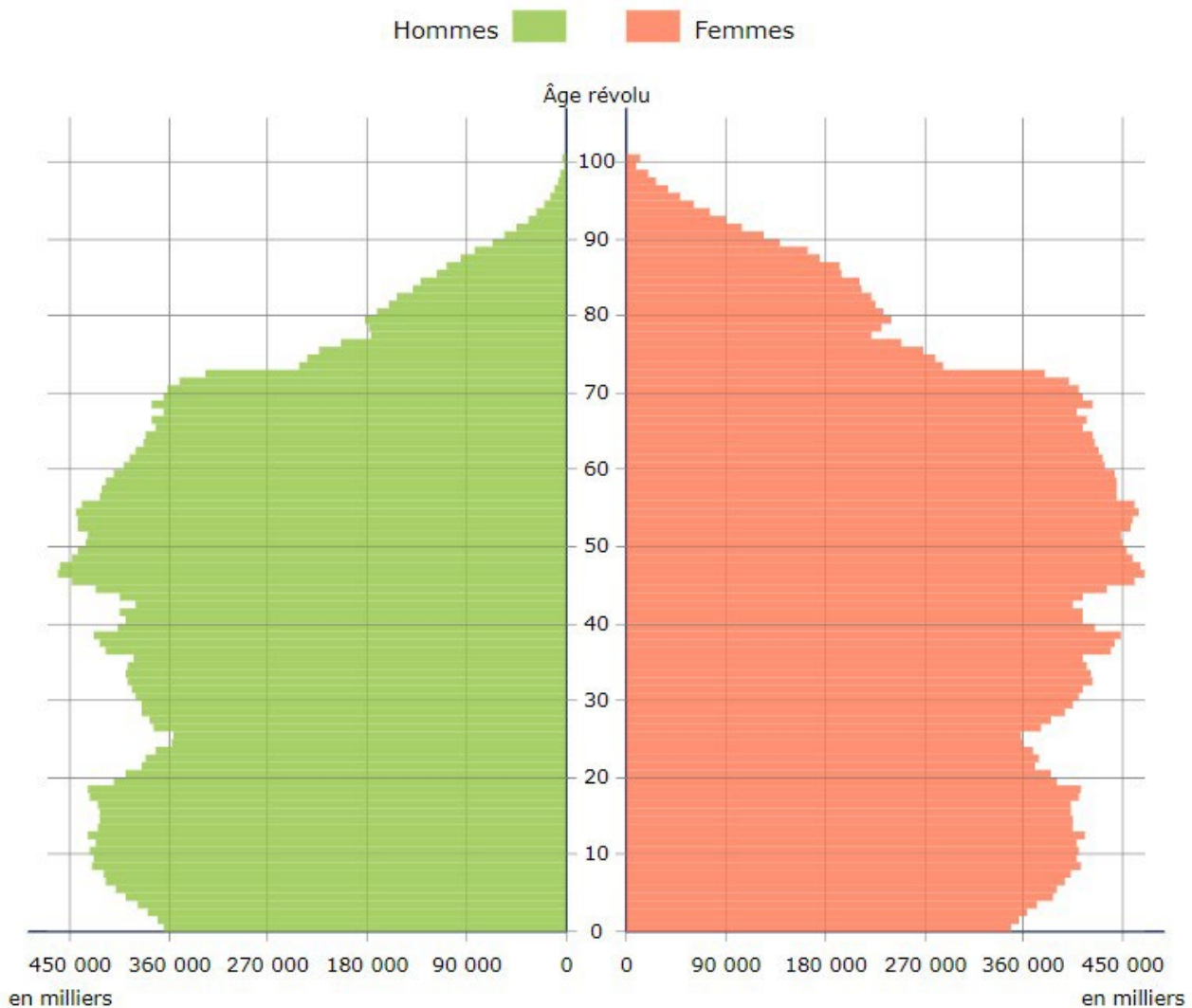
Dit autrement, l'épargne ne progresse pas forcément lorsqu'une société s'enrichit !

4. Pourquoi le vieillissement démographique inquiète-t-il certains observateurs ?

Si toutes les sociétés du Monde ont tendance à connaître un phénomène de vieillissement démographique, l'Occident est davantage touché.

Le développement économique, les progrès médicaux et d'hygiène, et le meilleur accès à l'alimentation ont accru l'espérance de vie des populations.

Cela se traduit par un accroissement des personnes les plus âgées, traduit par un gonflement au sommet des pyramides des âges, tandis que la baisse du nombre de jeunes rétrécit le bas.



Pyramide des âges de la France au 1er janvier 2019

Le nombre de personnes âgées et la hausse de leur poids dans la population totale dans un contexte de dénatalité rend les sociétés vieillissantes.

Dans un pays comme la France où ce sont les actifs d'aujourd'hui qui payent pour les retraités d'aujourd'hui, c'est bien gênant qu'il y ait de moins en moins de jeunes, donc de futurs cotisants pour la retraite. Ce sont bien les cotisations vieillesse-invalidité qui financent (difficilement d'ailleurs) les prestations de retraite. Une population qui vieillit est une population qui coûte davantage en retraite (la mortalité recule dans le temps et la durée des pensions s'accroît (presque 30 ans en 2000, contre 25 ans en 1940) et en soins (entretien, maladies, hospitalisation, accidents domestiques...).

Avec moins de jeunes et un âge de départ à la retraite qui avance, ce n'est pas étonnant que les seules cotisations ne suffisent pas à financer un système de retraite par répartition assez coûteux (même si beaucoup de revenus sont modestes).



DOSSIER

Vous pouvez consulter ce dossier de Les Echos / investir, intitulé :

Le financement des retraites de nouveau au coeur des débats

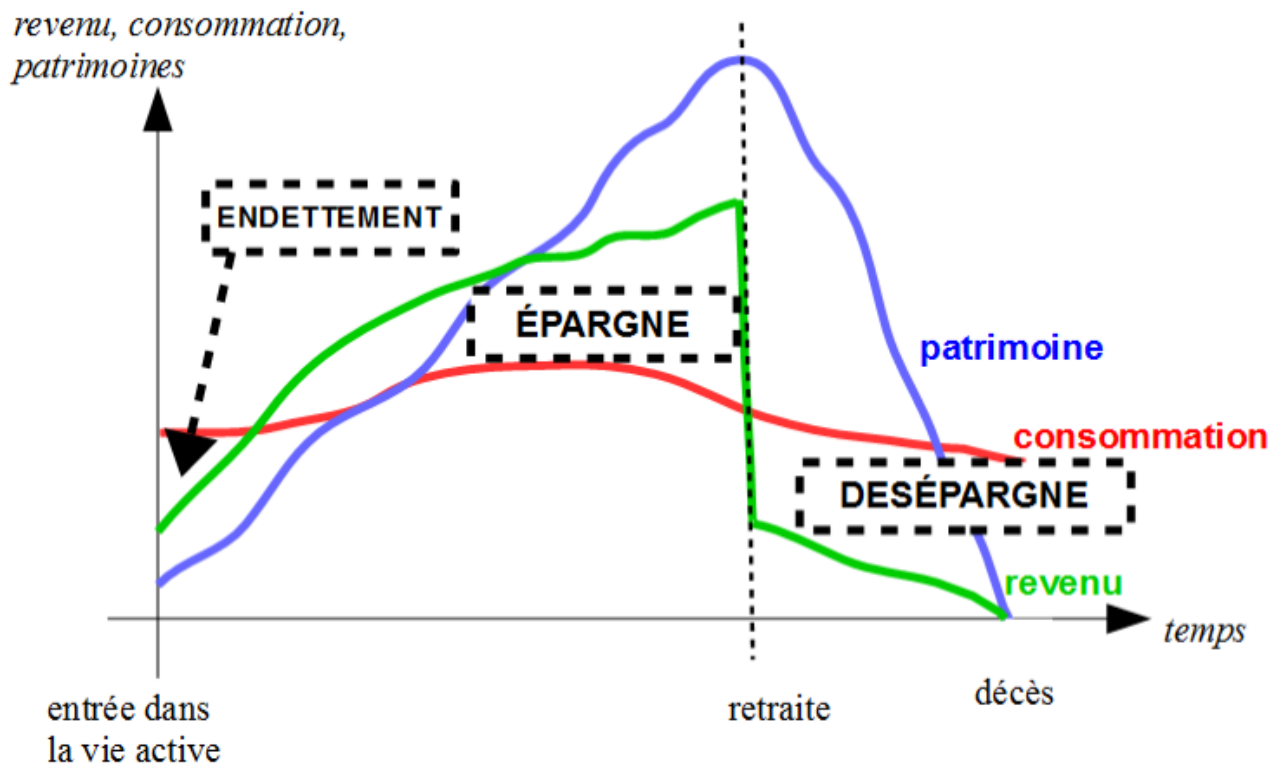
<https://bit.ly/3FHGxfN>

Alors qu'il était excédentaire en 2017, avec + 1,3 milliards d'euros, le régime général français est déficitaire de - 0,7 milliard d'euros en 2019 et risque de passer à - 3 milliards d'euros en 2021 si l'on en croit les prévisions de ce document.

Cela conduit beaucoup de gouvernements à projeter une nouvelle réforme qui viserait à rééquilibrer les comptes.

Une société qui vieillit, c'est aussi un risque de manquer d'épargne, donc d'investissement dont c'est la principale source de financement.

En effet, il y aurait une **relation étroite entre taux d'épargne et âge** :



Selon une théorie initiée par Franco Modigliani, Il y aurait deux périodes distinctes pendant la vie active : les individus auraient tendance à mettre de l'argent de côté ; puis ils auraient tendance à désépargner au moment de la retraite.

Ainsi, ce ne serait pas le taux d'intérêt ou le montant du revenu qui déterminerait l'épargne, mais **l'âge**.

Ainsi assisterait-on à un cycle de vie des individus, créant un **cycle de l'épargne** : le taux d'épargne dépend de la structure par âge de la population ; les individus veulent maintenir leur niveau de consommation avec un revenu qui diminue à la retraite.

À chaque période de la vie, les individus ont des réoccupations particulières et des moyens suffisants... ou pas !

Au début de la vie adulte et une fois entrés dans la retraite, les individus consomment, mais leur niveau de vie est souvent insuffisant pour couvrir tous les besoins, d'où une désépargne, qui conduit les plus jeunes à s'endetter et les plus âgés à puiser dans leur épargne, voire dans le patrimoine économique accumulé grâce à l'épargne au cours de la carrière professionnelle.

Dans cette perspective, une population qui vieillit a un effet sur l'épargne nationale et sa baisse supposée de l'épargne freine l'accumulation du capital, le patrimoine, l'investissement, le dynamisme du marché, la croissance économique.

Or si on veut poursuivre le raisonnement, lorsqu'une nation manque d'épargne nationale, elle doit attirer les capitaux étrangers, d'où une plus grande dépendance à l'égard de l'étranger et sur l'argent qu'elle doit sur le reste du Monde.

Toutefois, cette théorie présente des limites. C'est le cas par exemple du fait que des jeunes épargnent, que beaucoup de ménages (y compris au sein des classes moyennes) n'arrivent pas à mettre d'argent de côté, que beaucoup de personnes âgées en France (surtout les 70-100 ans) ont une épargne importante.

Par ailleurs, une bonne partie des personnes âgées épargnent (les fameux « petits épargnants » en France) et cela conduit les ménages à être un agent globalement en capacité de financement et non pas en besoin de financement.



L'ESSENTIEL

L'épargne dépend bien du revenu, mais aussi de l'âge par exemple.

La catégorie socio-économique et le statut de retraite déterminent le niveau de vie et l'effort d'épargne, mesuré par le taux d'épargne.

Comme il est plus facile de mettre de l'argent de côté au cours de la carrière professionnelle qu'en début de vie adulte (au moment des premiers endettements), de nombreux ménages en profitent avec parfois 25 à 35 % de propension moyenne à épargner.

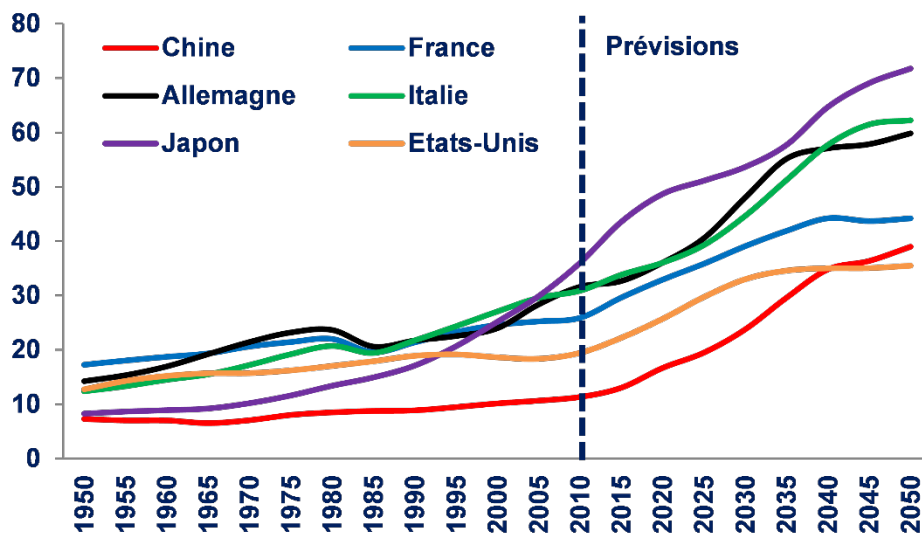
Une société qui vieillit, avec notamment plus de personnes âgées et une plus longue espérance de vie, peut laisser supposer que la nation épargne moins. Surtout que si l'on en croit certains auteurs, il y aurait un cycle de vie de l'épargne qui coïnciderait avec le cycle de vie de l'individu. Ainsi, on est censés obtenir une tendance générale à la désépargne, ce qui n'est cependant pas confirmé par la réalité.

Par contre, il faut reconnaître qu'une population qui vieillit coûte cher à la nation, notamment avec un système à la française de retraite qui fait peser sur des actifs qui se raréfient le financement des pensions.

APPLICATION #2

Je m'entraîne... à expliquer des évolutions économiques par des variables sociales et/ou démographiques

Evolution du taux de dépendance



2010 – ONU et BSI Economics

Sources : UN, BSI Economics - Les données après 2010 sont des projections.

1ère étape :

Je comprends le titre du graphique et le thème abordé.

2ème étape :

Je décris l'évolution en me concentrant sur la France et le thème abordé (la découverte d'effets démographiques).

3ème étape :

J'explique ce qui a été constaté en donnant des logiques démographiques.

CORRECTION**1ère étape :**

Je comprends le titre du graphique et le thème abordé.

Le graphique suivant montre l'évolution du ratio des personnes de plus de 65 ans sur la population de 15 à 64 ans pour différents pays : Chine, France, Allemagne, Italie, Japon et États-Unis. Les données après 2010 sont des projections de l'évolution de ce ratio (que nous appellerons ratio de dépendance).

Il s'agit du taux de dépendance, c'est-à-dire du pourcentage de personnes qui sont – ou seront sans doute (prévisions) – dépendantes financièrement des actifs occupés, en l'occurrence les jeunes et les retraités.

Mais il y a de moins en moins de jeunes, alors on s'intéresse surtout aux personnes âgées.

La France est comparée à des puissances économiques proches et apparaît la Chine (première puissance).

2ème étape :

Je décris l'évolution en me concentrant sur la France et le thème abordé (la découverte d'effets démographiques).

Tous les pays connaissent le même phénomène : les actifs occupés sont obligés, et seront de plus en plus obligés, de payer pour les inactifs.

La situation est particulièrement dramatique pour le Japon qui a un taux record de 35 % en 2010 et qui devrait doubler d'ici 2050, au même titre que l'Allemagne et l'Italie.

La France est moins touchée, mais devrait être affectée à hauteur de 45 %, soit 15 points de % de moins que l'Allemagne.

3ème étape :

J'explique ce qui a été constaté en donnant des logiques démographiques.

Le système de retraite est fondé sur la solidarité intergénérationnelle : les moins vieux cotisent pour eux et pour les plus âgés.

Le développement économique et les progrès alimentaires et médicaux ont permis de vivre plus longtemps, augmentant ainsi l'espérance de vie, tout en grossissant la population âgée. Ce phénomène est en outre amplifié par la dénatalité que l'on constate parallèlement.

En ce qui concerne la Chine, la politique de l'enfant unique alors que la population vieillit et vit plus longtemps qu'autrefois, a aggravé le phénomène.

02

COMMENT LES MÉNAGES DECIDENT-ILS D'AFFECTER LEURS REVENUS ?

Le pouvoir d'achat des ménages

À votre avis, la hausse du prix du tabac est-elle efficace pour dissuader de consommer ? Dit autrement, la demande de tabac est-elle sensible à la hausse de son prix ?

Si le prix de l'essence diminue, allez-vous (en tant que conducteur) en acheter plus ?

Et si vous gagnez 300 euros de plus par mois, comment allez-vous répartir le surplus de revenu ? En consommation beaucoup plus ou en épargnant beaucoup plus ?

Visiblement, l'économiste se pose des questions qui concernent notre vie de consommateur. Voyons ensemble sur quelles logiques se fonde son analyse...

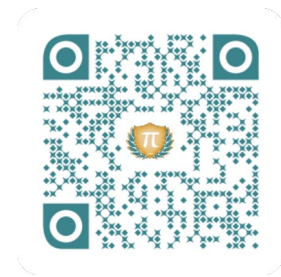


POUR ALLER PLUS LOIN

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite.

Vous trouverez quelques informations sur le terme de « l'élasticité » dans la vidéo suivante : [Les élasticités SES - Seconde - Les Bons Profs](https://youtu.be/eI3JSvbz2wA)

<https://youtu.be/eI3JSvbz2wA>



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite.

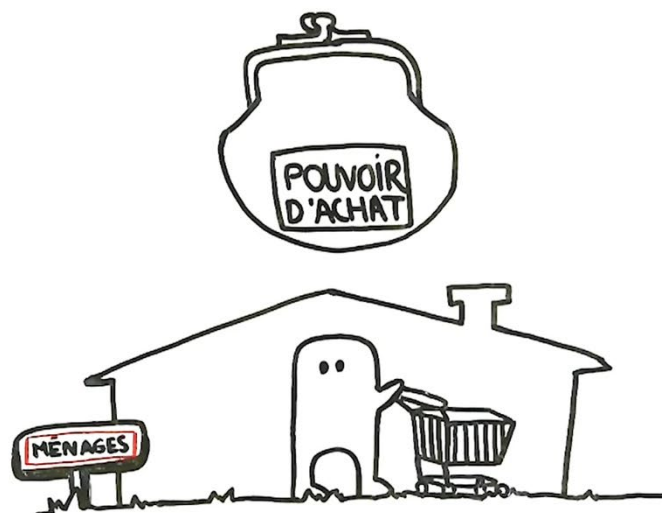
1°) Le pouvoir d'achat (du revenu disponible) est une capacité à se procurer des produits marchands en tenant compte des prix.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Le pouvoir d'achat ou revenu réel se mesure par le rapport mathématique entre le revenu nominal et l'indice des prix à la consommation.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
3°) L'élasticité de la demande est la souplesse de la consommation.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) L'élasticité-revenu de la demande, c'est la variation de la demande issue de la variation du revenu.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) Une élasticité demande positive signifie que lorsque le revenu ou le prix augmente, la demande aussi.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux

1°) Le pouvoir d'achat (du revenu disponible) est une capacité à se procurer des produits marchands en tenant compte des prix.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Le pouvoir d'achat ou revenu réel se mesure par le rapport mathématique entre le revenu nominal et l'indice des prix à la consommation. Faux : cela ne devient vrai que si l'on multiplie le résultat ensuite par 100.	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
3°) L'élasticité de la demande est la souplesse de la consommation.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) L'élasticité-revenu de la demande, c'est la variation de la demande issue de la variation du revenu.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) Une élasticité demande positive signifie que lorsque le revenu ou le prix augmente, la demande aussi. Faux : d'une part, la demande augmente plus souvent avec la baisse des prix ; d'autre part, c'est lorsqu'ils évoluent dans le même sens (soit positif, soit négatif)	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux

1. Qu'est-ce que le pouvoir d'achat et comment le calcule-t-on ?

Commençons par visionner cette petite vidéo très éclairante, réalisée par Dessine-moi l'éco, et intitulée Dessine-moi l'éco : 3 minutes pour comprendre le pouvoir d'achat

<https://youtu.be/vFh4R8amoeQ>



Le **pouvoir d'achat** est un pouvoir sur les achats. Cela signifie que le revenu donne la possibilité de se procurer des biens et des services. Or la quantité de tel ou tel produit dépend aussi de son prix. Le pouvoir d'achat est ainsi l'accès à certains biens et certains services dont le prix est déterminant pour les quantités.

En fait, le pouvoir d'achat correspond au **revenu réel** ou au **niveau de vie** des individus et se calcule de la manière suivante : pouvoir d'achat = revenu disponible/prix ou encore revenu réel = revenu nominal/prix, sachant que le revenu nominal est celui que l'on reçoit en fin de mois.

Plus précisément, on obtient le nouvel indice du pouvoir d'achat en faisant :

$$\text{indice pouvoir d'achat} = \frac{\text{indice revenu nominal}}{\text{indice des prix à la consommation}} \times 100$$

Si le résultat est **supérieur à l'indice 100**, le pouvoir d'achat a **augmenté** ; si le résultat est **inférieur à 100**, le pouvoir d'achat a **diminué**.

L'INSEE établit des unités de consommation au sein du ménage, pour effectuer ses analyses et comparaisons. Au sein d'un ménage, un adulte compte une unité de consommation (UC), chaque enfant de plus de 14 ans 0,5 UC et chaque enfant de moins de 14 ans 0,3 UC.

- Combien font en UC un adulte et deux enfants, âgés respectivement de 17 ans et de 9 ans ?
 $1 \text{ UC} + 0,5 \text{ UC} + 0,3 \text{ UC} = 1,8 \text{ UC}.$
- Combien font en UC un adulte et deux enfants, âgés respectivement de 19 ans et de 14 ans (attention au piège !) ?
 $1 \text{ UC} + 1 \text{ UC} + 0,5 \text{ UC} = 2,5 \text{ UC}.$
- Combien font en UC un ménage composé de deux adultes, un enfant de 17 ans, un de 13 ans et un de 5 ans ?
 $1 \text{ UC} + 1 \text{ UC} + 0,5 \text{ UC} + 0,3 \text{ UC} + 0,3 \text{ UC} = 3,1 \text{ UC}.$

L'INSEE établit l'indice des prix à la consommation qui permet d'évaluer l'évolution des prix au niveau national, c'est-à-dire le taux d'inflation, exprimé en % de variation. Ainsi, le pouvoir d'achat est-il affaibli en cas de contexte inflationniste : plus l'inflation est élevée et plus le pouvoir d'achat est faible.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Complétez le tableau ci-dessous pour découvrir si le pouvoir d'achat correspondant a augmenté ou baissé [on met deux chiffres après la virgule, afin d'avoir des chiffres précis et non des ordres de grandeur] :

Évolution du revenu nominal	Indice d'évolution du revenu nominal	Évolution des prix à la consommation	Indice d'évolution des prix	Évolution du pouvoir d'achat	Indice d'évolution du pouvoir d'achat	Gain ou perte ?
4,00%		1,80%		2,16%		
1,50%		2,20%		-0,68%		
2,00%		-0,90%		2,09%		
-1,80%		0,70%		-2,48%		
-0,90%		-1,40%		0,51%		



Évolution du revenu nominal	Indice d'évolution du revenu nominal	Évolution des prix à la consommation	Indice d'évolution des prix	Évolution du pouvoir d'achat	Indice d'évolution du pouvoir d'achat	Gain ou perte ?
4,00%	104	1,80%	101,8	2,16%	102,16	gain
1,50%	101,5	2,20%	102,2	-0,68%	99,32	perte
2,00%	102	-0,90%	99,91	2,09%	102,09	gain
-1,80%	98,2	0,70%	100,7	-2,48%	97,52	perte
-0,90%	99,1	-1,40%	98,6	0,51%	100,51	gain

Ainsi un pouvoir d'achat s'améliore-t-il lorsque le revenu nominal augmente plus vite que l'inflation ou que les prix baissent.

À l'inverse, un pouvoir d'achat se détériore-t-il lorsque le revenu nominal augmente moins vite que l'inflation.

2. Comment le revenu et les prix influencent-ils la consommation des ménages ?

Le **niveau de revenu** influence considérablement le niveau de consommation des ménages (on parle de niveau de vie) : le **revenu réel** correspond au **pouvoir d'achat**, c'est-à-dire qu'il attribue une capacité à acheter, à se procurer une certaine quantité de biens et de services qui ont un certain prix.

Plus le revenu est élevé, plus la consommation des biens et des services de qualité sera élevée.

De nombreuses personnes, qui n'ont que des revenus faibles, consacrent tout leur argent à la consommation et ont des besoins non-satisfaits. Les personnes, qui gagnent beaucoup, peuvent satisfaire la plupart (ou la totalité) de leurs besoins, et même mettre de l'argent de côté.

Le montant du revenu et son évolution agissent sur les coefficients budgétaires des ménages. Un coefficient budgétaire est la part du revenu disponible d'un ménage consacrée à telle ou telle dépense. Il est évalué en pourcentage (%). Ces dépenses sont classées selon leur nature (alimentation, logement, loisirs...).

Lorsque le revenu augmente, les ménages consacrent en principe moins en alimentation (pas en euros, mais en pourcentage du revenu disponible) et davantage pour le confort.

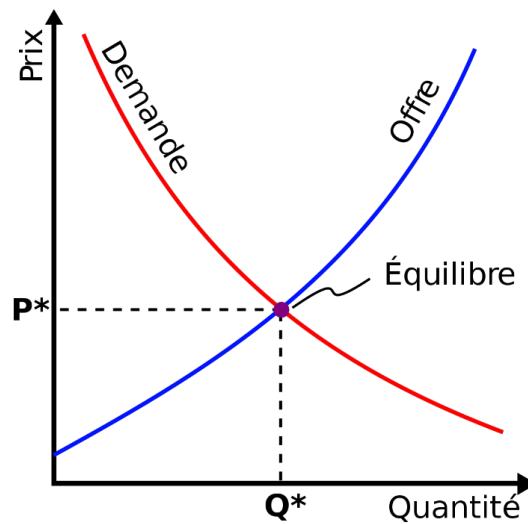
Il est également possible de raisonner en termes dynamiques, c'est-à-dire de changements, d'évolution des niveaux. Ainsi, une **baisse des revenus** peut entraîner **une diminution de la consommation**, comme le montre la dégradation des conditions d'existence de populations qui ont perdu leur emploi ou qui sont en fins de droits d'allocation chômage, ou de personnes qui divorcent ou ont un accident. Dans certains cas, comme le montrent T. M. Brown ou Duesenberry, la **baisse du revenu** s'accompagne d'un **maintien du niveau de consommation**, donc d'une **désépargne** (ou d'un endettement) : c'est l'effet de **cliquet**.

Quant à l'accroissement du revenu, lorsqu'il est peu significatif, ou lorsqu'il est assez conséquent mais ne concerne que les revenus modestes, il se traduit en hausse de la consommation. Tandis que pour les revenus aisés, il y a plutôt une tendance à épargner ou à se désendetter.

Toutefois, d'autres facteurs importants interviennent dans la décision de consommer : les besoins, les prix, l'offre de biens et services, la publicité, les effets d'imitation et de différenciation, le patrimoine, les activités...

Quant au **prix**, il joue un rôle également fondamental dans la décision de consommer ou pas, mais également dans les choix de ce que l'on peut consommer.

En effet, comme l'illustrent les représentations des courbes d'offre et de demande (page suivante), alors que l'offre est le plus souvent stimulé par des prix de vente élevés, le demandeur est plutôt stimulé par des prix faibles, sauf dans le cas de doute sur la qualité du produit et dans celui des produits de luxe.



Les magasins *low cost*, les promotions et les soldes ont par exemple beaucoup de succès ! En effet, ce qui est abordable est attirant.

En raison de la contrainte budgétaire qui limite les choix des agents, tous les besoins ne peuvent pas être satisfaits et il faut faire des choix de quantités en fonction des prix de vente. Les biens de première nécessité (besoins primaires) sont abordables (à part les logements et les véhicules).

En France, une taxe sur la valeur ajoutée de 5,5 % s'applique sur la farine, le sucre, l'huile, les fleurs, les produits culturels, les énergies renouvelables...

En principe, les prix des biens de consommation durables (TVA à 20 %) voient leur prix à moyen terme diminuer : le fait de les fabriquer en grandes séries diminue les coûts unitaires ce qui permet aux entreprises de proposer des prix de vente plus abordables.

Quant à l'achat des produits de luxe (automobile, parfums de marque, *High Tech*...), il est - surtout pour des catégories sociales aisées - une façon de se distinguer de la masse en ayant un mode de consommation privilégié (on parle en Sociologie d'effet de distinction).

Or il existe des outils d'analyse de l'effet du revenu et de l'effet du prix sur la consommation des ménages...



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

A votre avis, que fait la demande lorsque...

1. Le prix du tabac augmente ?
2. Le prix du tabac baisse ?
3. Le prix de l'essence augmente ?
4. Le prix de l'essence diminue ?
5. Le prix du dernier Iphone baisse de 30 % ?
6. Le revenu augmente ?
7. Le revenu baisse ?

1. Elle diminue pour les fumeurs les moins « accro »
2. Elle augmente un peu (on fait des stocks, par peur d'une augmentation) ou elle ne bouge pas
3. Elle diminue un peu (économies, covoiturage) ou elle ne bouge pas
4. Rien !
5. Elle s'accroît beaucoup (car c'est un bien convoité et peu abordable)
6. Elle s'accroît et se transforme qualitativement
7. Elle diminue au moins pour certains biens.

Les économistes ont inventé des indicateurs de mesure des effets d'une variation des prix ou du revenu sur la demande : c'est l'**élasticité prix de la demande** et l'**élasticité revenu de la demande**. Voici les formules « magiques » :

Élasticité prix de la demande :

$$\frac{e_D}{P} = \frac{\text{taux de croissance de la demande}}{\text{taux de croissance du prix}}$$

$$\frac{e_D}{P} = \frac{\Delta D/D}{\Delta P/P}$$

Élasticité revenu de la demande :

$$\frac{e_D}{R} = \frac{\text{taux de croissance de la demande}}{\text{taux de croissance du revenu}}$$

$$\frac{e_D}{R} = \frac{\Delta D/D}{\Delta R/R}$$

[le signe Δ signifie variation]

On place toujours le déterminant à la place du dénominateur (en-dessous de la barre de fraction) et la variable à étudier à la place du numérateur (au-dessus de la barre de fraction).



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

A votre avis ...

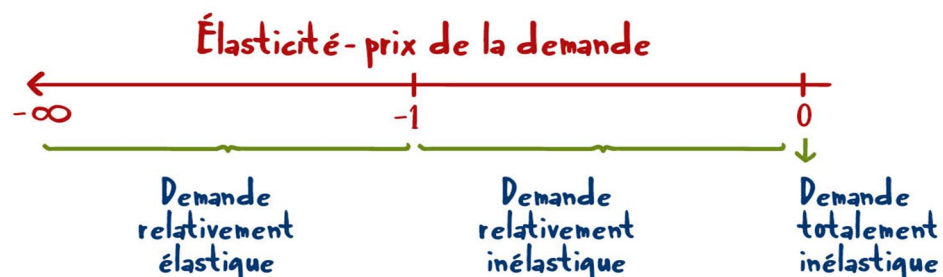
1. Que signifie une demande élastique ?
2. Que signifie une demande inélastique ?
3. Que signifie une élasticité positive ?
4. Que signifie une élasticité négative ?



POUR ALLER PLUS LOIN

Les prix baissent (ou augmentent), alors les ventes augmentent (ou baissent)... en tout cas dans la plupart des cas. Mais quelle option choisir quand vous voulez augmenter votre chiffre d'affaires ? Un petit calcul de l'élasticité-prix peut vous aider à prendre la bonne décision. Etude de cas en boulangerie. A consulter ici >

www.ceres.be/fr/actu/article/59303/un-changement-de-prix-rejouit-les-clients



L'élasticité est un rapport mathématique entre deux taux de variation ; c'est une mesure du degré de sensibilité d'une variable (la demande) à l'évolution de l'un de ses facteurs (revenu ou prix).

- **Une demande élastique** est une demande qui est sensible (elle augmente ou baisse) à la variation du revenu ou des prix.
- **Une demande inélastique** est au contraire qui est insensible (elle ne bouge pas ou ne bouge que peu) à la variation du revenu ou des prix.
- **Lorsque l'élasticité est positive**, cela signifie que la demande évolue dans le même sens que le revenu ou le prix : lorsque le revenu augmente, elle augmente ; idem en cas de baisse ; idem pour le prix.
- **Lorsque l'élasticité est négative**, cela signifie que la demande évolue dans le sens inverse du revenu ou du prix : lorsque le revenu augmente, elle baisse et inversement ; idem pour le prix.

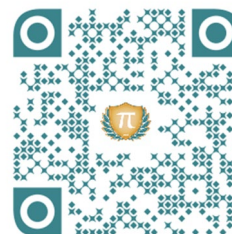


POUR ALLER PLUS LOIN

Comprendre les élasticités, le cas de l'élasticité-prix de la demande, n vidéo avec SES prod Tv. A consulter ici > <https://youtu.be/8UkgYnV9Ot4>

La notion d'élasticité

Le cas de l'élasticité-prix de la demande



Quelles valeurs peut prendre l'élasticité et quel sens cela a-t-il ?

Valeur du coefficient d'élasticité	Sens
-1 (sens inverses) ou 1 (mêmes sens)	Parfaitement élastique : la quantité demandée est très sensible aux variations de revenu (ou prix)
> à 1 (mêmes sens) ou < à -1 (sens opposés)	Élastique : la quantité demandée est relativement sensible aux variations de revenu (ou de prix)
0	Parfaitement inélastique : la quantité demandée est non sensible aux variations de revenu (ou prix)
Au final : il est compris entre -1 et 1	Plus ou moins élastique



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

1. Que signifie une élasticité-prix de -5 ? Comment cela se traduit-il pour un revenu de 1 300 euros ?

.....

.....

.....



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

2. Que signifie une élasticité-revenu de 0,5 ? Comment cela se traduit-il pour un revenu de 1 300 euros ?

1. Lorsque le prix augmente de 1 % (ou 1 euro), la demande baisse de 5 % (ou 5 euros) ; exemple : si la demande initiale est de 1 300 euros et que le prix baisse de 1 %, la demande augmente de 1 300 euros x 5 %, soit 65 euros.
2. Lorsque le revenu augmente de 1 % (ou 1 euro), la demande augmente de 0,5 % (ou 0,5 euro) ; exemple : si le revenu initial est de 1 500 euros et la demande de 1 300 euros et que le revenu augmente de 1 %, soit 15 euros, la demande augmente de 1 300 euros x 0,5 %, soit 6,5 euros.



L'ESSENTIEL

Le niveau de vie influe sur le niveau de consommation, en rendant possible l'accès à certaines quantités de biens et de services.

Ce niveau de vie, appelé revenu réel ou pouvoir d'achat, est déterminé d'une part, par le revenu disponible et d'autre part, par la variation de l'indice des prix à la consommation, c'est-à-dire à l'inflation.

En effet, on obtient le pouvoir d'achat en divisant l'indice de revenu par l'indice des prix et en convertissant en gain ou en perte, exprimé(e) en % de variation.

L'enjeu est important, puisque le revenu comme le prix ont un effet souvent important que la consommation.

Ce lien est évalué par l'élasticité-revenu de la demande ou l'élasticité-prix de la demande et les biens ou services n'ont pas forcément les mêmes valeurs. Ainsi, certains produits sont plus sensibles que d'autres aux variations de revenu ou de prix.

Si souvent la hausse du revenu ou la baisse du prix augmente la demande, la baisse du revenu ou la hausse du prix diminue la demande (cas d'élasticité avérée). Mais dans certains cas, elle n'a aucun effet (cas d'inélasticité), car on est obligé de consommer.

CORRECTION

A) L'élasticité-prix de la demande :

	Prix et demande d'essence au litre		Prix et demande de tabac	Prix et demande de TV pliable
	Entre 2020 et 2025	Entre 2025 et 2030	Entre 2020 et 2030	Entre 2025 et 2030
prix	-5,00%	+ 20,00%	+ 12,00%	- 15,00%
demande	0,10%	-0,10%	- 18,00%	+ 25,00%

1ère étape :

J'applique la formule du cours de l'élasticité-prix de la demande :

pour l'essence : entre 2020 et 2025, on obtient $(+ 0,10 \% / - 5 \%) = 0,02$ et entre 2025 et 2030, on obtient : $(- 0,10 \% / + 12 \%) \approx 0,0083$

pour le tabac : $(- 18 \% / + 12 \%) = - 1,5$

pour la TV : $(+ 25 \% / - 15 \%) \approx - 1,67$.

2ème étape :

J'explique chacune des évolutions en tenant compte des signes positifs et négatifs de l'élasticité (évolutions dans le même sens ou en sens contraires de la demande et du prix).

- pour l'essence : à chaque fois, l'élasticité est insignifiante, donc lorsque le prix de l'essence augmente ou baisse, on ne change pas vraiment nos habitudes d'utilisation de l'automobile
- pour le tabac : l'élasticité est relativement forte et négative ; le consommateur de tabac est sensible à la hausse du prix du tabac : il diminue son utilisation lorsque la hausse est significative
- pour la TV pliable : l'élasticité est relativement forte et négative ; le consommateur de tabac est sensible à la baisse du prix de la TV pliable : il s'équipe lorsque son prix diminue.

B) L'élasticité-revenu de la demande :

	Mahmoud	Marc
Évolution du revenu 2022-2025	+ 15,00%	+ 15,00%
Évolution de la demande alimentaire 2022-2025	- 10,00%	- 10,00%

1ère étape :

J'applique la formule du cours de l'élasticité-revenu de la demande :

- élasticité-revenu de la demande de Mahmoud :
 - $e_{D/R}$ = taux de croissance de la demande / taux de croissance du revenu
 - $= (\Delta D / D) / (\Delta R / R) = - 10 \% / + 15 \% \approx - 0,67$.
- élasticité-revenu de la demande de Marc :
 - $e_{D/R}$ = taux de croissance de la demande / taux de croissance du revenu
 - $= (\Delta D / D) / (\Delta R / R) = - 5 \% / - 15 \% \approx 0,33$.

2ème étape :

J'explique chacune des évolutions en tenant compte des signes positifs et négatifs de l'élasticité (évolutions dans le même sens ou en sens contraires de la demande et du revenu).

- lorsque son revenu augmente de 15 %, Mahmoud diminue sa demande alimentaire de 10 % (sans doute pour consommer plus de vêtements, de biens d'équipement et/ou de loisirs), ce qui donne une élasticité-revenu de - 0,67. Les évolutions sont inverses et la sensibilité n'est pas très forte
- lorsque son revenu diminue de 15 %, Marc diminue sa demande alimentaire de 5 % (pour faire économies, son pouvoir d'achat diminuant), ce qui donne une élasticité-revenu de 0,33... Les évolutions vont dans le même sens. La sensibilité est faible.



LE POUVOIR D'ACHAT SUR LE LONG TERME PRÉSENTE UNE AMÉLIORATION INÉGALE

Que permet la comparaison dans le temps des pouvoirs d'achat des ménages ?

Regardez... votre famille : est-elle dans le cas où les parents des adolescents vivent dans un plus grand confort que les grands-parents, et que les arrière-grands-parents ?

Ce confort est lié au niveau de vie, c'est-à-dire à la capacité qu'a le revenu du ménage à satisfaire des besoins par des produits, en tenant compte d'une éventuelle hausse des prix.

Ce n'est peut-être pas le cas... durant les Trente glorieuses (1945-1975), toute une génération de personnes (les « boomers », aujourd'hui âgées de 57 à 77 ans) a peu subi le chômage et a nettement amélioré son quotidien, certains avaient même une maison secondaire !

Analyser l'évolution sur le long terme permet alors de comparer des époques, des générations, des améliorations ou dégradations des conditions d'existence.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite.

- | | |
|---|--|
| 1°) Le pouvoir d'achat des Français s'est nettement amélioré dans la période 1945-1975. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 2°) Le pouvoir d'achat dépend étroitement du revenu et de l'inflation. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 3°) Les cadres reçoivent un revenu en moyenne 2,5 fois supérieur à celui des ouvriers. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 4°) La forte inflation dans les années 2000 a réduit le pouvoir d'achat des ménages. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |
| 5°) Le revenu augmente avec l'âge. | <input type="checkbox"/> Vrai
<input type="checkbox"/> Faux |

1°) Le pouvoir d'achat des Français s'est nettement amélioré dans la période 1945-1975.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Le pouvoir d'achat dépend étroitement du revenu et de l'inflation.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
3°) Les cadres reçoivent un revenu en moyenne 2,5 fois supérieur à celui des ouvriers. FAUX : il a peu progressé, mais l'inflation également	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) La forte inflation dans les années 2000 a réduit le pouvoir d'achat des ménages.	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
5°) Le revenu augmente avec l'âge. FAUX : il diminue avec la retraite	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux

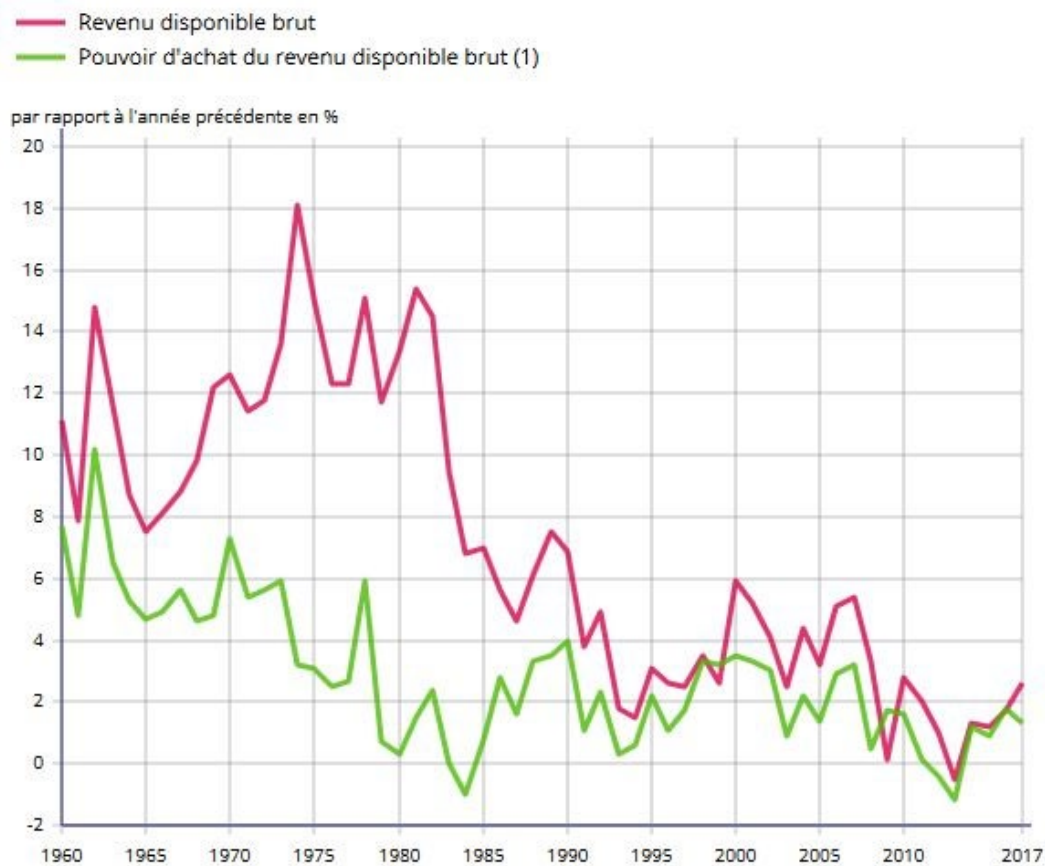
1. En quoi le pouvoir d'achat est-il amélioré en France sur le long terme ?

À l'échelle du pays, le pouvoir d'achat a fortement augmenté, parallèlement à l'essor du développement économique et social. L'ensemble de la population a bénéficié d'un contexte favorable sur le long terme, en particulier lors de ce que les historiens ont appelé « les Trente glorieuses » (1945-1975), qui voient l'apogée de la société de consommation de masse.

Si les riches sont devenus encore plus riches, les plus pauvres semblent moins démunis aujourd'hui qu'il y a un 75 ans. S'est développée une vaste classe moyenne qui est au cœur de la croissance économique en ayant un niveau de vie et de consommation élevés.

Voyons ensemble comment a évolué le pouvoir d'achat depuis les années 1960, puis nuancions selon la catégorie socioprofessionnelle.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat jusqu'en 2017



(1) : l'évolution calculée au sens de la comptabilité nationale est déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

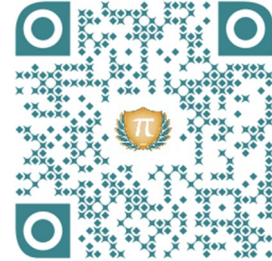
Champ : France, ménages y compris entreprises individuelles.



POUR ALLER PLUS LOIN

Pouvoir d'achat : ce que disent les chiffres... et ce qu'ils ne disent pas
Une chronique de la LA BULLE ÉCONOMIQUE par Marie Viennot à écouter en replay sur France Culture ici :

- www.franceculture.fr/emissions/la-bulle-economique/pouvoir-dachat-ce-que-disent-les-chiffres-et-ce-quils-ne-disent-pas



On distingue deux périodes différentes :

- D'une part, entre 1958 et 1985, un revenu disponible brut, et un pouvoir d'achat du revenu disponible qui ont tendance à augmenter et à se situer à plus de 7,5 % en variation annuelle ; c'est grâce à une moindre progression de l'inflation (indice du prix de la dépense de consommation finale) ; dit autrement, l'écart entre le revenu et le pouvoir d'achat correspond à l'inflation ;
- D'autre part, entre 1985 et 2012, l'inflation et l'évolution du revenu disponible sont semblables. Le pouvoir d'achat évolue donc peu.

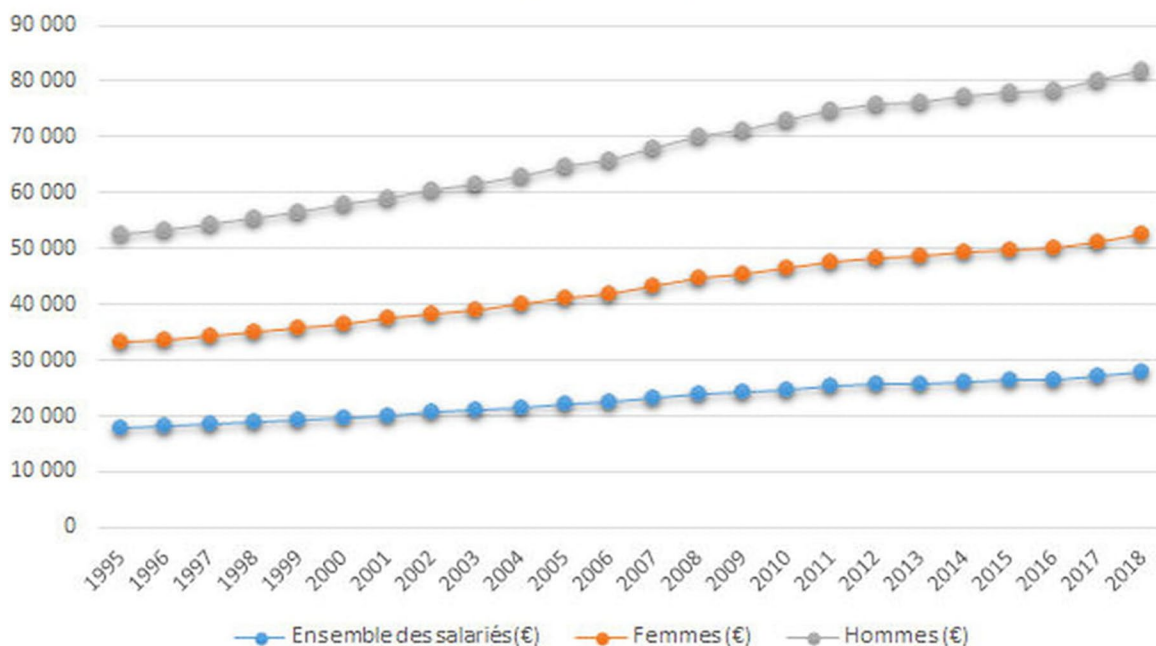
2. Pourquoi faut-il parler d'évolution diversifiée ?

Les niveaux de vie n'étant pas aux mêmes niveaux et évoluant de façon non semblable, les pouvoirs d'achat sont différents.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Salaire net annuel moyen en équivalent temps plein

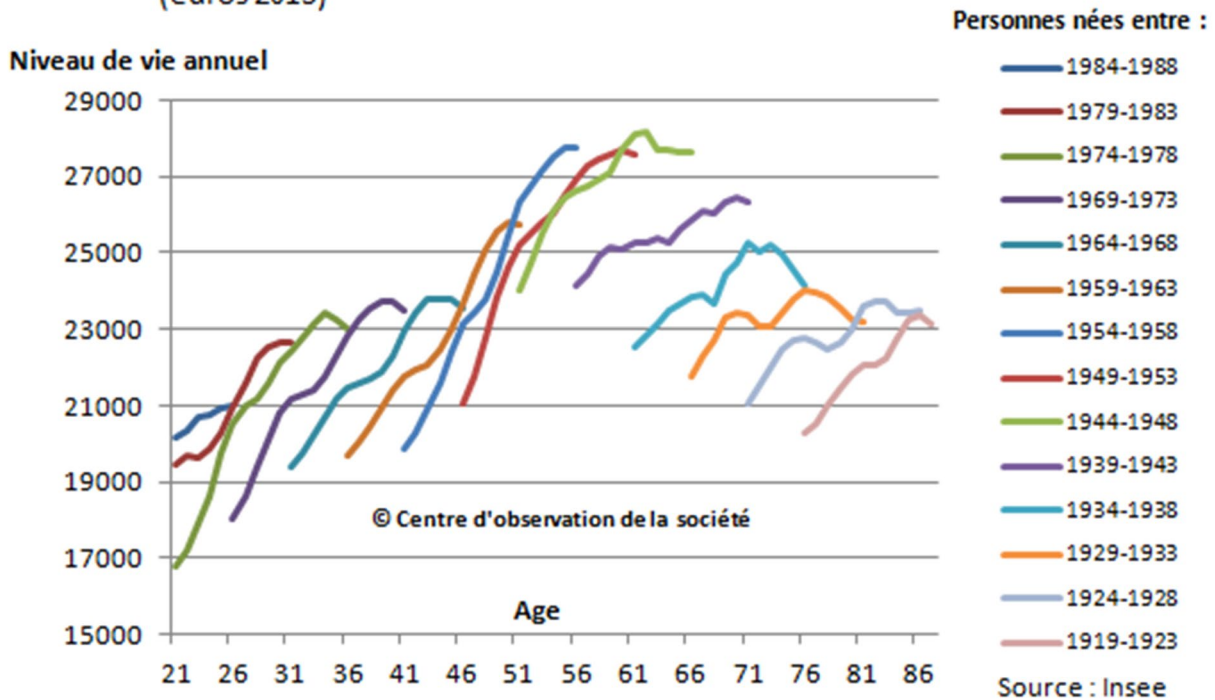




RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Complétez le texte de commentaire associé au graphique, provenant d'un article du Centre d'observation de la société – www.observationsociete.fr

Evolution du niveau de vie annuel selon l'âge et les générations
(euros 2013)



À 26 ans, un jeune né entre et touchait en moyenne 20 980 euros par an contre 18 020 euros pour celui de la génération née entre et, selon l'..... . Chaque courbe de couleur du graphique ci-contre représente le des personnes nées à une période donnée (une génération), à différents

Le premier point de chaque courbe se situe toujours au-dessus de la génération précédente : à ce niveau du parcours, chaque génération a un niveau de vie à la précédente. À 26 ans, le niveau de vie de la génération 1984-1988 dépasse de 16 % celui de la génération 1974-1978. À 41 ans, celui de la génération 1969-1973 est supérieur de 18 % à celui des personnes nées entre et Cette observation tend à relativiser les discours sur l'impact du ralentissement de la sur les générations puisque le niveau de vie progresse De même, toutes les courbes stagnent en fin de période, ce qui veut dire que chaque génération est marquée par la crise récente, aucune n'y échappe sauf peut-être ceux nés entre et (aujourd'hui à la retraite).

La somme touchée par une personne à un âge évolue selon la génération. Prenons l'exemple d'une personne de 26 ans : un jeune né entre 1984 et 1988 touchait en moyenne 20 980 euros par an contre 18 020 euros pour celui de la génération née entre 1969 et 1973.

Chaque courbe de couleur du graphique ci-contre représente le niveau de vie des personnes nées à une période donnée (une génération), à différents âges.

Chaque début de courbe se situe toujours au-dessus de la génération précédente : on peut donc conclure que chaque personne a un niveau de vie supérieur à celui de la génération précédente.

Il est aussi important de se rendre compte que toutes les courbes stagnent en fin de période. Toutes les générations sont touchées par la crise.



L'ESSENTIEL

Lorsque le revenu des ménages s'accroît plus vite que l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages a tendance à s'améliorer, ce qui est le cas presque tout le temps, que ce soit en période de forte ou en période de faible inflation.

Cependant, tout le monde ne bénéficie des mêmes hausses de pouvoir d'achat.

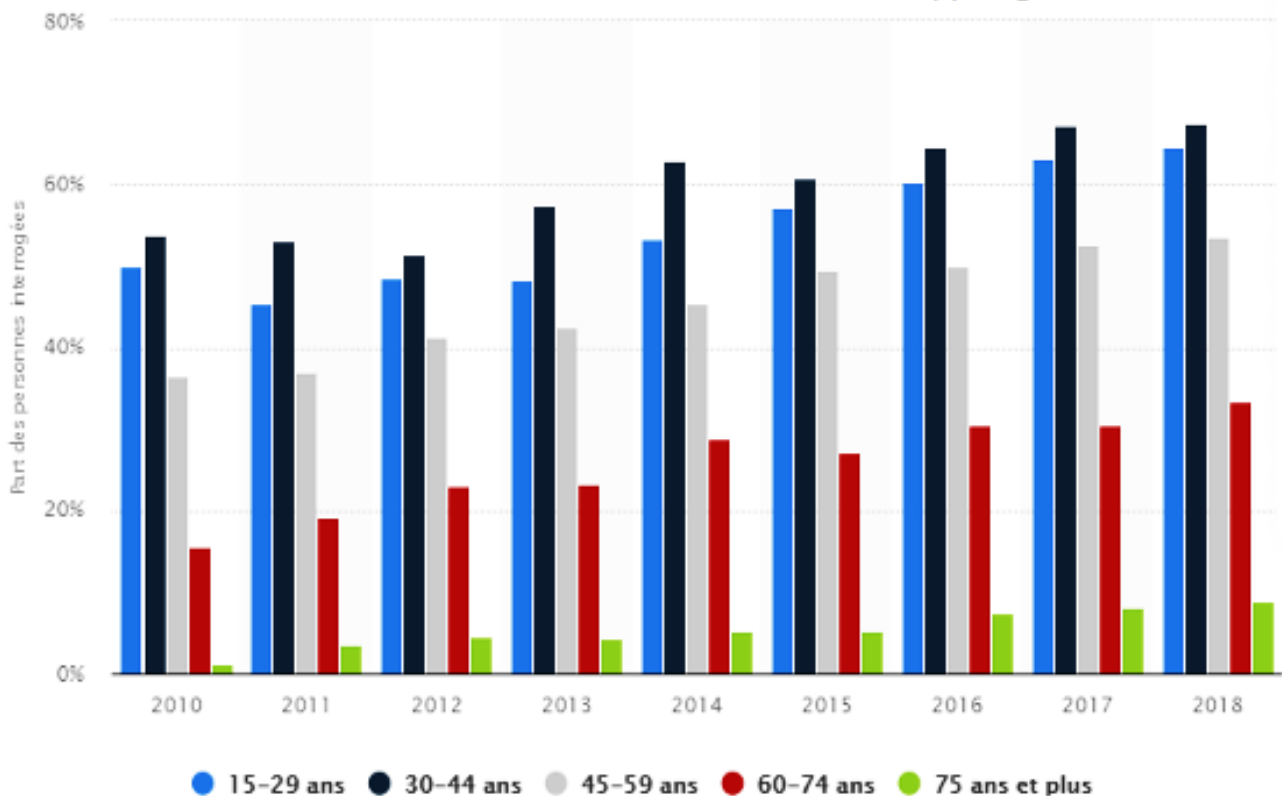
En effet, les catégories socioprofessionnelles sont traversées par des inégalités de revenus et de pouvoirs d'achat, si bien que l'inflation n'a pas les mêmes effets d'un milieu social à l'autre.

Quant à l'âge et la génération, ils sont les témoins de diversité de niveau de vie diversifiés également et tout le monde n'est pas concerné de la même manière par l'amélioration du pouvoir d'achat, certains contextes économiques étant plus favorables que d'autres.

APPLICATION #4

Je m'entraîne... à comparer des classes d'âges

Part de la population française ayant effectué des achats sur Internet au cours des trois derniers mois de 2010 à 2018, par âge



CORRECTION

1ère étape :

Je comprends le sens du graphique et j'identifie les générations concernées.

On a affaire à la proportion de consommateurs âgés de plus de 15 ans, qui achètent régulièrement sur Internet, sur la période 2010 à 2018.

2ème étape :

Je repère les parts les plus importantes pour les générations les plus habituées en tenant compte de l'évolution historique.

La génération des 30-44 ans est la plus branchée ! En 2018, 66 % d'entre eux ont acheté au cours des trois derniers mois, juste devant les 15-29 ans. L'écart entre eux ne dépasse pas 4 points de %.

Leur consommation progresse au fil des années, au même titre que les autres générations.

C'est toutefois les 45-59 ans qui ont connu la plus grosse progression, en passant de 37 % en 2010 à 53 % en 2018, ce qui fait + 43,24 % en 8 ans.

3ème étape :

J'insiste sur l'enjeu du graphique, en mettant en valeur les différences les plus significatives.

Le but du document est de montrer qu'un fossé générationnel existe en informatique et en pratique de consommation.

Ainsi, les 60-74 ans sont deux fois moins nombreux à le faire et les plus de 75 ans ne sont que 8 % concernés.

LA STRUCTURE DE CONSOMMATION DES MÉNAGES SE TRANSFORME DANS LE TEMPS

En tant que parent, vous devez gérer le budget familial.

Vous ne pouvez que constater l'importance de certains montants...

Quelle est celle du logement ? Et le poste alimentaire ? Quelles sont les deux dépenses qui suivent ensuite ?

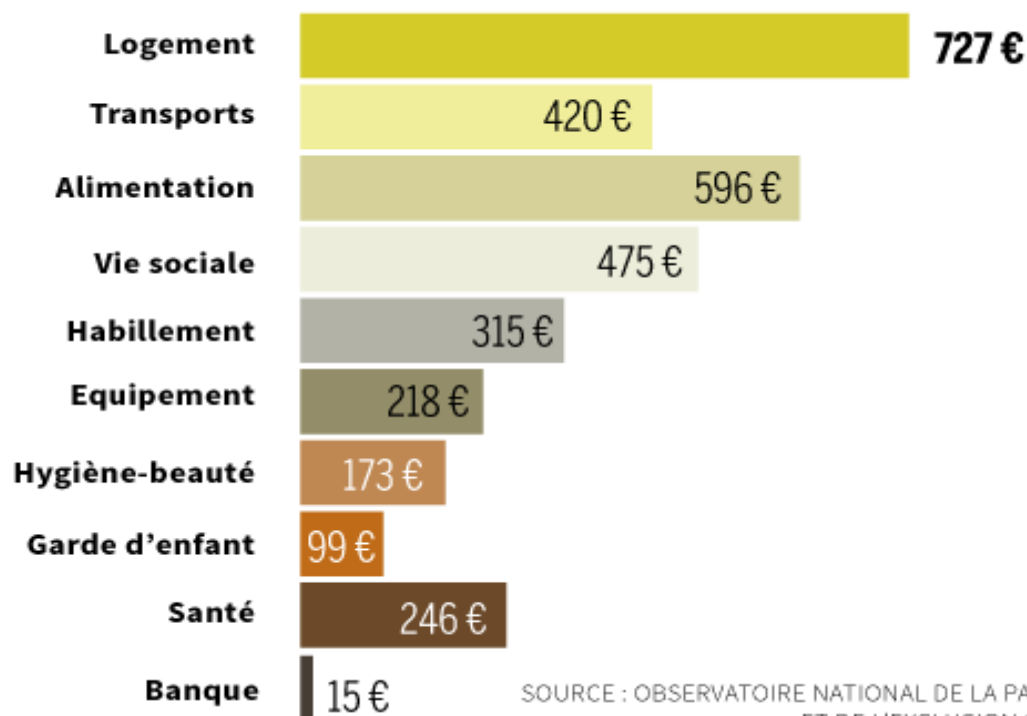
Quel est l'impact de vos enfants sur votre budget ?

Le budget décent pour **un couple avec deux enfants**

BUDGET MENSUEL



RÉPARTITION PAR DÉPENSES (SI LOGEMENT SOCIAL)



SOURCE : OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE

Le logement est le plus gros poste budgétaire, avec un montant moyen de 727 euros par mois (un cinquième du total).

En deuxième place se situent les dépenses alimentaires, avec presque 600 euros. Les transports et la vie sociale, à eux deux, représentent 900 euros.

Quant à la présence d'enfants, elle a un effet sur les frais de garde (100 euros), l'alimentation, la santé, l'habillement, la vie sociale...



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite. Vous pourrez effectuer vos propres recherches mais aussi vous aider des documents suivants.

Document 1

Fonction des biens de consommation	Part de la consommation des ménages		Valeur en 2014 (en millions d'euros)
	1960	2014	
Alimentation	27,50	12,70	192,70
Habillement	10,10	3,20	49,10
Logement	9,70	20,10	305,20
Équipement du logement	7,90	3,90	59,90
Santé	1,90	3,20	48,70
Transports, communications	9,50	11,70	177,90
Loisirs et culture	6,10	6,20	94,40
Autres	13,10	17,00	255,50
Dépense de consommation socialisée*	14,10	22,00	333,50
TOTAL : consommation effective des ménages	100,00	100,00	1 516,90

* Dépense en biens et services que les ménages ne financent pas directement (santé, éducation, etc.), mais de manière indirecte par les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales).

INSEE, Comptes nationaux 2015.

Document 2 : définitions

Un coefficient budgétaire est le rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services, par exemple l'alimentation, le logement...) à la dépense totale (source INSEE).

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.). L'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé pour évaluer l'inflation. Cette mesure est partielle étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages (source INSEE).

1°) L'étude quantitative de la structure de consommation des ménages est l'analyse des quantités de biens et de services achetés pour satisfaire des besoins.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Un coefficient budgétaire est le nombre de fois que l'on dépense tel ou tel type de produit.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
3°) Lorsque le revenu augmente, les ménages ont tendance à moins consommer de biens alimentaires.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) La structure de la consommation en valeurs tient compte de la hausse des prix des produits.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) On passe de données en volume à des données en valeur, par l'intermédiaire de l'indice d'inflation.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux



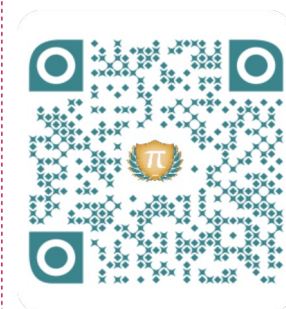
POUR ALLER PLUS LOIN

Comment faire un budget ? Quelles sont les étapes, conseils et astuces pour faire un budget en accord avec vos besoins ? Pourquoi faire un budget est-il si important ? Dans cette vidéo, Katia Finances et Sophie, répondrons aux 5 questions les plus fréquentes pour faire un budget et bien gérer son argent.

Dans cette vidéo, vous allez découvrir comment gérer votre argent pour financer votre quotidien, mais aussi vos objectifs à long terme. Nous parlerons aussi d'épargne, de motivation à épargner et de sérénité financière.

Faire un budget : 5 Conseils Pour Faire un Budget qui VOUS ressemble

<https://youtu.be/NrVpFgRu3OA>



1°) L'étude quantitative de la structure de consommation des ménages est l'analyse des quantités de biens et de services achetés pour satisfaire des besoins.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Un coefficient budgétaire est le nombre de fois que l'on dépense tel ou tel type de produit. FAUX : il s'agit du pourcentage du budget consacré à tel ou tel type de dépense.	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
3°) Lorsque le revenu augmente, les ménages ont tendance à moins consommer de biens alimentaires. FAUX : les dépenses sont plus élevées, mais elles prennent moins de poids dans le budget total (le coefficient budgétaire, en %).	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
4°) La structure de la consommation en valeurs tient compte de la hausse des prix des produits.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) On passe de données en volume à des données en valeur, par l'intermédiaire de l'indice d'inflation.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux

1. Comment évolue la structure de consommation des ménages depuis 1960 ?

S'il est possible d'identifier et de quantifier le contenu de ce que consomment en moyenne la plupart des ménages, il faut reconnaître que la structure des biens et des services qu'ils se procurent diffère selon certains critères socio-économiques.

Toutefois les besoins ne sont pas économiques : il existe aussi des besoins sociaux (reconnaissance, communication, lien social...), des besoins psychologiques (estime de soi, recherche d'épanouissement personnel...). Reprenons notre tableau

Fonction des biens de consommation	Part de la consommation des ménages		Valeur en 2014 (en millions d'euros)
	1960	2014	
Alimentation	27,50	12,70	192,70
Habillement	10,10	3,20	49,10
Logement	9,70	20,10	305,20
Équipement du logement	7,90	3,90	59,90
Santé	1,90	3,20	48,70
Transports, communications	9,50	11,70	177,90
Loisirs et culture	6,10	6,20	94,40
Autres	13,10	17,00	255,50
Dépense de consommation socialisée*	14,10	22,00	333,50
TOTAL : consommation effective des ménages	100,00	100,00	1 516,90

* Dépense en biens et services que les ménages ne financent pas directement (santé, éducation, etc.), mais de manière indirecte par les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales).

INSEE, Comptes nationaux 2015.

Pour exprimer le poids d'un élément dans un total, en l'occurrence ici la part de l'alimentation par exemple dans le budget total des ménages, il faut diviser les dépenses en euros de l'alimentation par le budget disponible des ménages exprimé également en euros, le tout multiplié par 100.

Ainsi, en moyenne, en 2014, 18 % du budget disponible des ménages sont consacrés à l'alimentaire ; dit autrement, sur 100 euros, 18 euros sont destinés à l'alimentaire.

Il s'agit d'un coefficient (part d'un total) d'un budget (le total) : on appelle cela un coefficient budgétaire.

Si l'on veut comparer ce que consomment les ménages entre pays européens proches de la France, on constate que les structures de consommation sont proches.

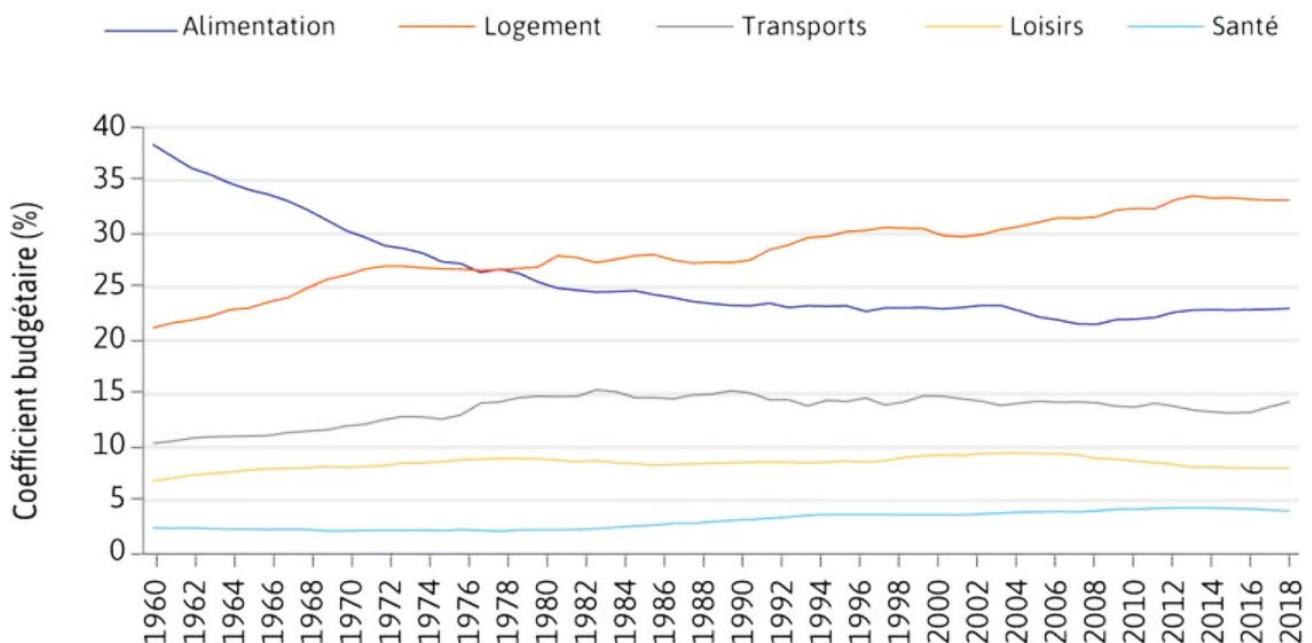
Dépense de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'UE en 2016

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	10,6	12,8	13,4	14,2	8,1
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3,2	3,8	3,8	4,1	3,4
Articles d'habillement et articles chaussants	4,5	4,4	3,8	6,2	5,4
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	23,9	22,3	26,5	23,6	27,0
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	6,8	4,2	4,9	6,2	4,9
Santé	5,3	4,0	4,2	3,5	1,8
Transports	14,4	11,0	13,2	12,2	13,4
Communications	2,9	2,6	2,6	2,3	2,0
Loisirs et culture	9,1	7,3	8,0	6,6	9,7
Enseignement	0,9	1,9	0,5	1,0	1,8
Restaurants et hôtels	5,4	16,3	7,0	10,2	9,5
Autres biens et services	13,0	9,4	12,1	9,9	12,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Eurostat (extraction du 8 août 2018).

C'est en France que l'on consacre la plus grosse partie du budget à l'alimentation (et boissons sans alcools), avec 13,4 %, soit 5,3 points de % de plus qu'au Royaume-Uni, sans doute en raison des traditions culinaires et à l'importance de l'industrie agroalimentaire. Premier poste budgétaire, celui du logement et des sources d'énergie (proche de ce pays), dépasse de 4,2 points de % de celui de l'Espagne.

Par contre, les dépenses d'hôtels et restaurants et celles de l'enseignement sont nettement inférieures à celles des Espagnols (respectivement, 2,3 fois et près de 4 fois moins).



L'évolution de la structure de la consommation des ménages en France sur le long terme est significative de changements. Les dépenses des ménages comprennent des postes budgétaires (produits classés par domaine) différents : alimentation, logement...

Le coefficient budgétaire part de chaque type de produits dans le total des dépenses, exprimé en %) évolue dans le temps, attestant d'un changement de structure de consommation.

En 2018, on ne consacre pas la même proportion du budget à l'alimentation ou au logement ou la santé qu'autrefois.

Ainsi, en l'espace de 58 ans, le coefficient budgétaire destiné à l'alimentation (manger, boissons) est passé de 38 % en 1960 à 23 % en 2018, ce qui fait une baisse de 39,47 %.

Si les dépenses de santé ont doublé et si le reste s'est accru de moitié, c'est le poste budgétaire logement qui a remplacé la première place du budget, avec ses 57,14 % d'augmentation et un coefficient budgétaire de 33%.

À noter que la diminution d'une part absolue, exprimée en pourcentage d'un total comme ici, n'empêche pas la hausse d'une part absolue, exprimée par exemple en euros. Autrement dit, le **coefficient budgétaire** de l'alimentation diminue mais comme on sait que le revenu augmente, le montant des dépenses d'alimentation ont quand même augmenté.

Pour preuve, prenons un exemple : le budget est de 1 000 euros en 1960 et l'alimentation, qui représente en moyenne à l'époque 38 %, coûte alors 380 euros. Si le budget est de 2 000 euros en 2018, le coefficient budgétaire moyen de 23 % correspond à 460 euros. Ainsi, le passage de 38 % à 23 % se traduit par une hausse du montant consacré à l'alimentaire de 80 euros.

2. Comment expliquer les changements de structure de la consommation des ménages ?

Ernst Engel propose en 1857 une explication des changements de la structure de la consommation des ménages avec l'évolution (à la hausse ou à la baisse) de leur revenu.

Cet auteur a découvert plusieurs « lois » économiques :

- Loi 1 : lorsque le revenu augmente, la part consacrée à l'alimentation diminue, car ces dépenses augmentent moins vite que le revenu
- Loi 2 : les dépenses liées besoins primaires (logement, chauffage, habillement) augmentent au rythme du revenu
- Loi 3 : les autres dépenses (du coup non-liées aux besoins de survie) augmentent plus vite que le revenu, d'où un poids qui s'accroît en valeur absolue et en %.

Si cette analyse a fait l'objet de critiques, elle a pour mérite d'avoir associé le montant des dépenses au revenu et à son évolution. La consommation n'est donc pas figée dans le temps et le revenu reste aujourd'hui le facteur le plus important de la consommation, même s'il faut aussi une analyse en matière de qualité de la consommation et pas seulement en termes quantitatifs.

D'autres facteurs interviennent dans la structure de la consommation (cf. un peu plus loin dans le cours), comme le contexte, le milieu social, les interactions avec la société et autrui...

Quant au rôle des prix et de leur évolution, via l'inflation, il semble important.

Ainsi, l'évolution des prix, mesurée par le taux d'inflation, agit également sur la structure de consommation des ménages, d'où l'intérêt de distinguer les **données en volume** et les **données en valeur**.

Une monnaie en 2022 n'a pas la même valeur que la même monnaie en 2002.

Que valent 100 euros en produits de consommation en 2022 par rapport à 100 euros de produits de consommation en 2002 ?

La valeur de cette monnaie peut être supérieure, lorsque l'état de l'économie s'est amélioré ; cette valeur peut au contraire être inférieure, lorsque l'état de l'économie s'est détérioré.

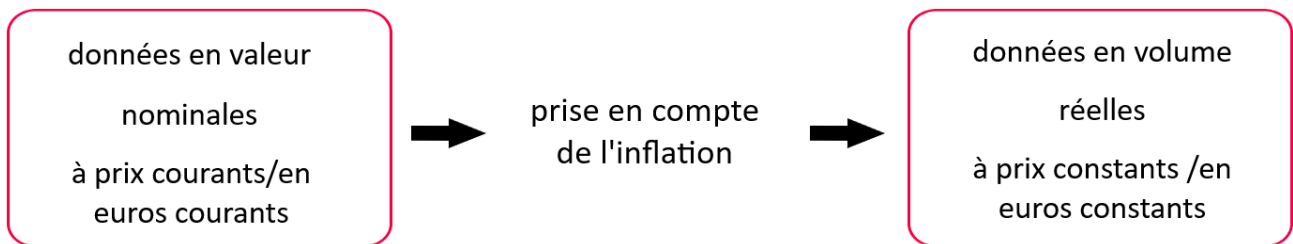
Par ailleurs, entre temps, les prix à la consommation peuvent s'être envolés, donnant à cette monnaie un pouvoir d'achat moindre.

Le consommateur paye des prix à un moment donné, qui sont exprimés en prix courants. C'est une donnée en valeur. Les variations de prix dépendent de l'inflation.

Afin de pouvoir comparer des montants de PIB dans le temps, il faut pouvoir le faire avec des données comparables. Il est alors nécessaire d'éliminer l'impact de la hausse des prix (« effet-prix ») : il faut ainsi déflater. Cela signifie que l'on analyse l'évolution réelle d'une donnée, celle que les agents on vit vraiment.

On tient alors compte de l'évolution en volume ou à prix constants : c'est ce que l'on appelle l'effet-volume.

Les prix courants sont les prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont dits en valeur nominale. Les prix constants sont les prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la variation des prix par rapport à une donnée de base ou de référence. On utilise de la même façon les termes euros constants et euros courants.



3. Comment passe-t-on alors d'une donnée en valeur à une donnée en volume ?

Comme on fait intervenir la hausse des prix à la consommation pour la neutraliser, on effectue le calcul suivant :

$$\text{donnée} = \frac{\text{donnée en valeur}}{\text{inflation}} \times 100$$



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

A vous de jouer. Déterminez l'indice des prix et les données en en valeurs.

	Données en volume	Taux d'inflation en pourcentage	Indice des prix indice 100 = 2017	Données en valeurs
PIB 2017	2 295,1	1		
PIB 2018	2 353,7	1,8		
PIB 2019	2 425,7	1,1		
PIB 2020	2 130	0,5		



	Données en volume	Taux d'inflation en pourcentage	Indice des prix indice 100 = 2017	Données en valeurs
PIB 2017	2 295,1	1	101	2272,38
PIB 2018	2 353,7	1,8	101,8	2311,49
PIB 2019	2 425,7	1,1	101,1	2399,31
PIB 2020	2 130	0,5	100,5	2119,4

Au final, que constate-t-on ?

Plus l'inflation est importante, plus elle fait diminuer le PIB en volume exprimé en valeur.

Il en va de même en termes de structure de la consommation des ménages. L'inflation va impacter le type de dépenses. La hausse du prix de certains produits peut conduire à modifier la composition du panier de consommation, en particulier lorsque les produits sont substituables. Il faut en effet que le produit nouveau procure la même utilité que l'ancien.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

A vous de jouer. Déterminez l'indice des prix et les données en en valeurs.

	Données en volume (prix courants, milliards d'euros)	Taux d'inflation en pourcentage	Indice des prix indice 100 = 2017	Données en valeurs (prix constants, milliards d'euros)
Consommation finale des ménages 2017	1592,8	1		
Consommation finale des ménages 2018	1628,8	1,8		
Consommation finale des ménages 2019	1668,2	1,1		
Consommation finale des ménages 2020	1601,2	0,5		



L'ESSENTIEL

Incontestablement, la société française s'est développée en profitant d'un niveau de consommation bien plus riche et favorable qu'autrefois, donnant à une majorité de ménages accès à de nombreux biens et services.

Les dépenses consacrées par type de produits (postes budgétaires, dont les poids respectifs dans le budget est mesuré par les coefficients budgétaires) reflètent les transformations des paniers de consommation des ménages, qui consacrent une proportion plus modeste aujourd'hui à l'alimentation au profit du logement (devenu plus coûteux) et de confort.

Il semble que la hausse des revenus s'accompagne d'une réorientation de certaines dépenses vers d'autres dépenses, attestant de transformations concernant ce qui est acheté.

Si l'inflation a un relatif impact sur la consommation et s'il faut en tenir compte pour connaître la structure de la consommation en valeur et ne pas se limiter à la structure de consommation en volume, de très nombreux autres facteurs interviennent dans les choix des consommateurs.

	Données en volume (prix courants, milliards d'euros)	Taux d'inflation en pourcentage	Indice des prix indice 100 = 2017	Données en valeurs (prix constants, milliards d'euros)
Consommation finale des ménages 2017	1592,8	1	101	1577,03
Consommation finale des ménages 2018	1628,8	1,8	101,8	1600
Consommation finale des ménages 2019	1668,2	1,1	101,1	1650,05
Consommation finale des ménages 2020	1601,2	0,5	100,5	1593,23

APPLICATION #5

Je m'entraîne... à transformer des données en volume en des données en valeurs

	Investissement (FBCF) 2018	Exportations 2018	Importations 2018
Données en volume (prix courants, milliards €)	551,9	737,4	755,6
Inflation en %	1,8	1,8	1,8
Indice des prix			
Données en valeurs (prix constants, milliards €)			

1ère étape :

Je prends conscience de ce à quoi correspondent les données en volume et de ce à quoi il faut aboutir.

2ème étape :

J'identifie le(s) taux d'inflation et je le(s) transforme en indice(s).

	Investissement (FBCF) 2018	Exportations 2018	Importations 2018
Données en volume (prix courants, milliards €)	551,9	737,4	755,6
Inflation en %	1,8	1,8	1,8
Indice des prix			

3ème étape :

Je divise les données en volume de l'indicateur qui m'intéresse par l'(les) indice(s) des prix obtenu(s), afin d'obtenir l'indicateur en valeur.

	Investissement (FBCF) 2018	Exportations 2018	Importations 2018
Données en volume (prix courants, milliards €)	551,9	737,4	755,6
Inflation en %	1,8	1,8	1,8
Indice des prix			
Données en valeurs (prix constants, milliards €)			

CORRECTION**1ère étape :**

Je prends conscience de ce à quoi correspondent les données en volume et de ce à quoi il faut aboutir.

Les données en volume sont exprimées en euros courants et il faut aboutir à des données en valeur, exprimées en euros constants.

Cela permet par exemple de faciliter les comparaisons dans le temps.

2ème étape :

J'identifie le(s) taux d'inflation et je le(s) transforme en indice(s).

Ici, on a affaire qu'à une année.

	Investissement (FBCF) 2018	Exportations 2018	Importations 2018
Données en volume (prix courants, milliards €)	551,9	737,4	755,6
Inflation en %	1,8	1,8	1,8
Indice des prix	101,8	101,8	101,8

3ème étape :

Je divise les données en volume de l'indicateur qui m'intéresse par l'(les) indice(s) des prix obtenu(s), afin d'obtenir l'indicateur en valeur.

	Investissement (FBCF) 2018	Exportations 2018	Importations 2018
Données en volume (prix courants, milliards €)	551,9	737,4	755,6
Inflation en %	1,8	1,8	1,8
Indice des prix	101,8	101,8	101,8
Données en valeurs (prix constants, milliards €)	542,1	724,3	742,2

LA CONSOMMATION ET SA COMPOSITION SONT INFLUENCÉES PAR DE MULTIPLES FACTEURS

Réfléchissez un instant à votre propre consommation...

Qu'avez-vous mangé ce midi ? Quels vêtements portez-vous ? Quels sont vos loisirs ?

Est-ce votre seule personnalité et votre seul caractère qui les détermine ?

Quelle est l'influence de votre famille, de votre appartenance sociale, de votre activité principale ?

Pensez-vous être autonome dans vos goûts et vos choix ou subissez-vous une forte pression d'autrui et du monde adulte, voire de la société ?

Nous allons voir ensemble que notre consommation reflète notre lien à la société et que les inégalités en sont largement issues.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Avant de nous pencher sur cette partie du cours, interrogeons-nous sur quelques questions qui nous guideront par la suite. Vous pourrez vous baser sur les notions vues précédemment mais aussi sur les documents suivants.

Document 1

LA STRUCTURE DE LA DEPENSE DES MENAGES A PROFONDEMENT EVOLUE EN 50 ANS

en %

	Coefficients budgétaires				Évolution annuelle 1960-2007	
	1960	1975	1990	2007	Volume par habitant	Prix
Alimentation	38	30	27	25	1,4	4,8
Logement	16	20	18	19	2,8	4,6
Transport	11	15	18	18	3,0	5,1
Habillement et autres produits pour la personne	14	13	11	9	1,7	4,4
Santé	2	2	3	4	4,7	3,5
Communication, loisirs et culture	10	12	13	16	4,6	3,6
Services divers	7	8	9	11	2,1	5,9
Solde territorial	1	0	-1	-1	-	-
Total	100	100	100	100	2,5	4,6

Document 2 : définition

Un consommateur peut acheter des biens et des services en ayant l'objectif de se différencier d'un groupe d'individu. La consommation peut par exemple permettre de montrer son appartenance à un groupe social précis. On parle alors de l'« effet de distinction ».

1°) Le revenu détermine le niveau de vie et le mode de vie.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Les dépenses de logement des familles défavorisées tiennent une place importante dans le budget.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
3°) La structure de la consommation reflète une appartenance socio-économique.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) Le mode ou genre de vie à l'aspect qualitatif de la consommation (choix des produits).	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) L'effet de distinction est le comportement de consommer comme les autres pour se sentir intégré.	<input type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux

1°) Le revenu détermine le niveau de vie et le mode de vie.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
2°) Les dépenses de logement des familles défavorisées tiennent une place importante dans le budget. FAUX : beaucoup de ménages en France ont des logements pris en charge par la collectivité	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux
3°) La structure de la consommation reflète une appartenance socio-économique.	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
4°) Le mode ou genre de vie à l'aspect qualitatif de la consommation (choix des produits).	<input checked="" type="checkbox"/> Vrai <input type="checkbox"/> Faux
5°) L'effet de distinction est le comportement de consommer comme les autres pour se sentir intégré. FAUX : il s'agit de l'effet d'imitation ; se distinguer, c'est ne pas faire comme les autres.	<input type="checkbox"/> Vrai <input checked="" type="checkbox"/> Faux

1. Quelle est l'influence du revenu sur le niveau de consommation et le mode de consommation ?

Les niveaux et la structure de la consommation des ménages dépendent de certains facteurs, tel que le **niveau de revenu**. Celui-ci détermine ainsi le **niveau de vie** (rappelons que c'est la quantité de biens et services que l'on se procure sur le marché) et sur le mode ou genre de vie (choix des produits, qualité, confort...). Nous avons déjà analysé l'influence du pouvoir d'achat, mais revenons un instant sur **l'influence du revenu**. Le revenu des individus n'est pas le même selon :

- **L'activité** (travailleur, propriétaire, étudiant, retraité).
- **La profession** (cadre, artisan, ouvrier).
- **L'ancienneté** (le revenu est censé s'accroître au cours de la carrière) ...



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

En se basant sur le document suivant, que constatez-vous en termes de consommation selon, le niveau de vie ? Et selon l'âge ? Et selon la catégorie socioprofessionnelle ?

Revenus, consommation et épargne des ménages (euros et %)				
	Revenus	Consommation	Épargne	Taux d'épargne (%)
Niveau de vie				
20 % les + pauvres	13 173	12 816	357	3%
Entre 20 et 40 %	20 273	19 262	1 011	5%
Entre 40 et 60 %	26 112	23 592	2 520	10%
Entre 60 et 80 %	32 702	29 029	3 673	11%
20 % les + riches	56 153	40 222	15 931	28%
Age				
Moins de 30 ans	19 562	17 924	1 638	8%
30-39 ans	26 210	23 865	2 345	9%
40-49 ans	28 509	25 270	3 239	11%
50-59 ans	33 169	27 276	5 893	18%
60-69 ans	33 150	27 215	5 935	18%
70 ans et plus	34 346	25 689	8 657	25%
Catégorie sociale				
Agriculteurs	28 937	21 698	7 239	25%
Indépendants et prof. libérales	38 739	25 307	13 432	35%
Cadres	42 659	35 946	6 713	16%
Professions intermédiaires	32 360	27 910	4 450	14%
Employés	18 895	22 178	-3 283	-17%
Ouvriers	22 894	20 064	2 830	12%
Retraités Agriculteurs	30 303	19 783	10 520	35%
Retraités indépendants	35 366	24 533	10 833	31%
Retraités cadres	44 940	37 112	7 828	17%
Retraités professions inter.	31 441	28 222	3 219	10%
Retraités employés	23 485	20 931	2 554	11%
Retraités ouvriers	21 622	18 495	3 127	14%
Autres inactifs	22 113	15 417	6 696	30%
Ensemble	29954	25184	4 770	16%

A large rectangular area with a blue dotted border and rounded corners, containing horizontal green dotted lines for writing.

Le niveau de consommation n'est pas le même selon ces différents critères.

Ainsi, plus le revenu est élevé et plus la consommation l'est aussi. Les 20 % les plus riches, qui reçoivent en moyenne 4,26 fois plus de revenus que les 20 % les plus pauvres, consomment près de 2,14 fois plus qu'eux.

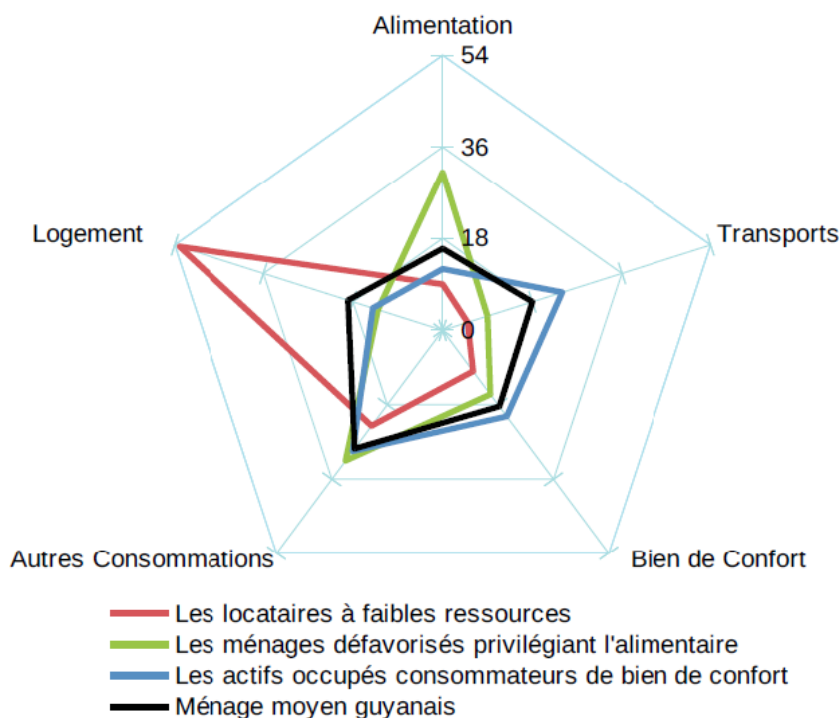
En termes d'âge, les 60-69 ans qui reçoivent en moyenne 13 588 euros de plus que les moins de 30 ans, consacrent en moyenne 7 765 euros de plus qu'eux à la consommation.

En termes de catégories sociales, les retraités cadres, qui perçoivent en moyenne un revenu de 44 940 euros par an, soit 2,38 fois plus que les employés, consomment en moyenne 1,67 fois plus qu'eux.

Disposer d'une quantité importante de ressources permet d'être plus à l'aise financièrement pour consommer.

Les dépenses ont ainsi tendance à augmenter avec le revenu : un cadre achète plus de biens alimentaires, plus de meubles, plus de loisirs qu'un ouvrier. Leurs 20 000 euros de plus par an leur permet de consommer 16 000 euros de plus.

Même à la retraite, un cadre reçoit deux fois plus de revenu et consomme deux fois plus aussi.



Comment lire un graphique radar (ou toile d'araignée) ? Pourquoi les formes des figures obtenues ne sont-elles pas les mêmes ? Qu'est-ce que ça révèle ?

- Le radar associe des critères ou des composantes différentes. Le plus souvent, chacun(e) d'eux(elles) a sa propre échelle (pas ici : les chiffres sont partout 0, 36 et 54, exprimés en % du budget disponible des ménages).
- Le 0 se situant au centre de la figure, plus on s'éloigne du centre et plus les données sont élevées.
- Sur ce document sont comparées des catégories socioéconomiques différentes : les locataires à faibles ressources (traits rouges), les ménages modestes (traits verts), les salariés (traits bleus) et les ménages au niveau moyen (traits noirs).
- Si les consommations étaient les mêmes, les figures obtenues seraient les mêmes.
- Ce n'est visiblement pas le cas. En effet, les locataires utilisent presque tout leur budget à payer les propriétaires de leur habitat (54 %, soit un tiers de plus que la moyenne) et dépensent moins de 10 % aux autres postes de consommation. Or il faut savoir que cette catégorie sociale représente 26,5 % des ménages en Guyane.
- Grâce à la prise en charge financièrement de leur habitat, les ménages pauvres s'alimentent surtout (un tiers de leur budget), contrairement aux ménages moyens ou aux salariés qui ont besoin de véhiculer (18 à 25 %) et qui s'offrent du confort (environ un cinquième du budget).
- Ainsi la société guyanaise est-elle inégalitaire.

Mais le revenu n'a pas que des effets quantitatifs : il a un impact aussi sur la qualité de la consommation. On appelle **mode de vie** ou **genre de vie**, le choix de consommation : les biens et les services qui satisfont les besoins. On entend parfois l'expression « *Dis-moi ce que tu consommes, je te dirai qui tu es* ». Cela signifie que nous consommons en fonction de qui nous sommes, de notre personnalité mais aussi de la personne sociale que nous sommes. Notre milieu social détermine notre look, notre équipement, notre alimentation, nos loisirs... Consommer sert ainsi à donner une image sociale, à refléter son intégration, à confirmer une appartenance sociale...

La **diversité** des faits de **consommation** n'est pas explicable par le seul effet du **revenu** : des **facteurs sociaux** interviennent grandement.

Nous avons déjà vu plus haut dans le cours qu'il existait des déterminants individuels et des déterminants sociaux. La profession et la culture y ont une place de choix.

2. Quelle est l'influence des facteurs individuels et des facteurs socio-économiques dans la consommation des ménages ?

La consommation dépend aussi de **l'offre** : l'apparition de biens qui incorporent de la technologie crée des besoins nouveaux qui greffent le budget, dans la mesure où ils sont assez coûteux, tandis que l'essor de magasins *low cost* (Lidl, Ed, Aldi...) permet de réaliser moins de dépenses en alimentation. Les faits de consommation (= acte économique) servent avant tout à satisfaire des **besoins**, en particulier des besoins primaires, c'est-à-dire de survie (manger, boire, s'habiller, avoir un toit). L'individu fait appel au marché des biens et services, en achetant (= demande) ce qui lui manque. Le choix des vêtements répond notamment aux soucis de donner une certaine **image extérieure à autrui**, de paraître, d'affirmer son identité socioculturelle : on veut donner l'impression d'être jeune, riche, à la mode, pour à la fois se distinguer des autres, montrer son originalité, montrer ou faire croire, que l'on a « réussi », et pour donner l'impression d'appartenir à tel ou tel groupe social (= processus d'identification).

Cela joue un rôle très important au moment de l'adolescence (et de plus en plus tôt), avec la mode des marques de vêtements et de chaussures de sport. Pour affirmer des valeurs un peu différentes de celles des autres, certains vont même jusqu'à personnaliser son vêtement, en modifiant celui-ci (exemple du jeans).

Mais le marché récupère certaines de ses modifications pour changer le bien en question (on trouve des jeans décolorés, « déchirés » de façon standardisée). Parmi les déterminants de la consommation et de sa structure, outre le pouvoir d'achat, on peut citer :

- **Le contexte** : la société, la communauté d'appartenance, l'époque influent grandement sur l'individu
- **Les actions gouvernementales** : primes, aides, subventions...
- **L'âge et la génération** : les besoins à 10 ans, à 15 ans, à 35 ans et à 60 ans ne sont pas les mêmes ; les « boomers » consomment nettement plus et attachent plus d'importance à la qualité de vie matérielle que leurs grands-parents
- **La taille de la famille** : vivre seul(e), seul(e) avec enfant(s) ou en couple ou en couple avec plus de 3 enfants ne conduit pas à consommer comme les autres
- **La catégorie socioprofessionnelle** : la profession a un effet sur le mode de vie (vêtements, alimentation, loisirs...)
- **L'héritage économique** : le lieu de domicile, à la ville ou à la campagne, le quartier, le type d'habitat jouent un rôle important (par exemple en termes d'équipement, de transport...)
- **L'héritage culturel** : les goûts sont largement culturels. Ils se forment d'abord au sein de la famille et lors de la socialisation primaire de l'individu (classe sociale, religion, philosophie, traditions, habitudes...), renforcée (ou pas) par les pressions communautaires
- **L'effet d'imitation** : beaucoup de personnes font comme les autres et on fréquente souvent les mêmes magasins ; la mode accentue les similitudes d'achats
- **L'effet de distinction** : consommer comme tout le monde ne plaît pas à certains, soit pour des raisons d'originalité, soit pour donner une image particulière (réussite socioprofessionnelle par exemple)
- **Des facteurs plus personnels**, la personnalité ou le tempérament par exemple, interviennent aussi, selon le degré d'extraversion, le fait de passer inaperçu ou de paraître en donnant une image de soi...



L'ESSENTIEL

La consommation dans son niveau et ses composantes dépend étroitement d'abord du revenu et de la profession exercée.

Elle reflète notre être intime, mais aussi notre être social.

Forcément, plus on détient de ressources financières disponibles, et plus notre consommation est quantitativement importante.

L'influence d'autrui et de la communauté est considérable : on subit des influences multiples, même sans s'en rendre compte.

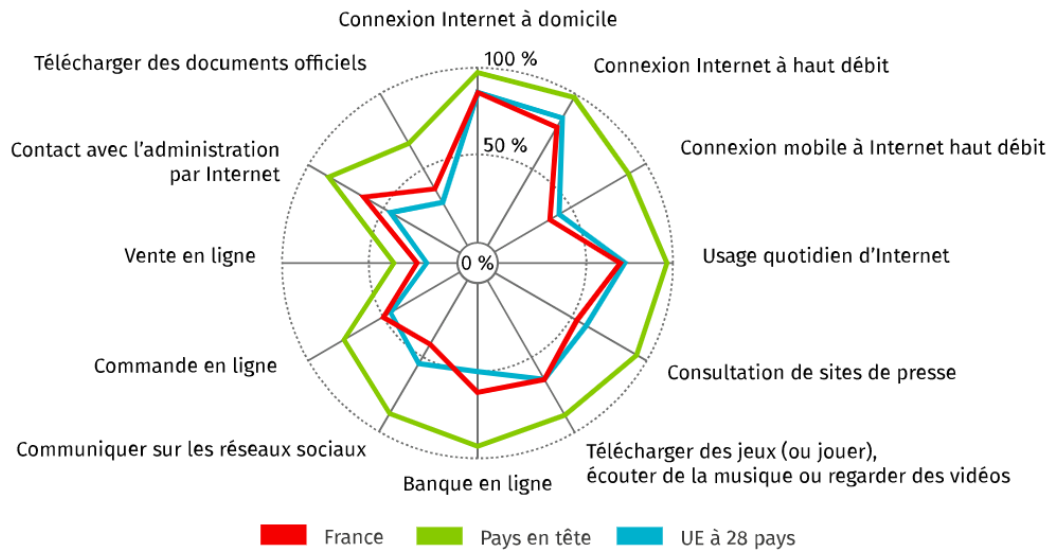
Aussi, certains déterminants sont-ils individuels, comme par exemple la personnalité et les décisions personnelles.

Beaucoup d'autres sont d'ordre social : le contexte historique, la société, l'appartenance sociale et familiale, les interactions avec autrui... expliquent la diversité des faits de consommation.

APPLICATION #6

Je m'entraîne... à interpréter un radar (ou toile d'araignée)

Usages d'Internet en France et dans l'UE (en pourcentage des ménages), en 2017



Le « pays en tête » désigne le pays pour lequel le pourcentage est le plus élevé pour chaque catégorie dans l'UE.

Observatoire du numérique, « L'utilisation des TIC par les particuliers selon l'enquête communautaire en 2017 », 2018.

1ère étape :

Je comprends le sens du document : son titre, ses indicateurs, ses unités.

2ème étape :

Je repère les chiffres les plus importants et les moins importants pour la France.



L'ÉPREUVE ÉCRITE DU BACCALAURÉAT

L'épreuve est décrite dans le n° du Bulletin officiel de l'Éducation nationale :

Ministère Système éducatif Enseignements Vie scolaire Métiers et ressources humaines Bulletin officiel Accès rapide

DROIT ET ÉCONOMIE

Épreuve écrite
Durée : 4 heures
Objectifs

L'épreuve est composée de deux parties indépendantes : une partie juridique et une partie économique. Elle s'appuie sur le programme de droit et économie de la classe de première défini dans l'arrêté du 17 janvier 2019 paru au BOEN spécial n° 1 du 22 janvier 2019 et sur les trois premiers thèmes du programme de la partie « droit » du programme de la classe de terminale, ainsi que sur les trois premiers thèmes de la partie « économie » du programme de droit et économie de la classe de terminale défini dans l'arrêté du 19 juillet 2019 paru au BOEN spécial n° 8 du 25 juillet 2019.

www.education.gov.fr/bo/20/Special2/MENE2001095N.htm

Le candidat dispose de 4 heures (gérées comme le candidat l'entend) pour traiter le sujet de Droit (noté sur 10 points) et le sujet d'Économie (également noté sur 10 points).

L'épreuve d'économie « s'appuie sur le programme de droit et économie de la classe de première défini dans l'arrêté du 17 janvier 2019 paru au BOEN spécial n° 1 du 22 janvier 2019 et sur les trois premiers thèmes du programme de la partie « droit » du programme de la classe de terminale, ainsi que sur les trois premiers thèmes de la partie « économie » du programme de droit et économie de la classe de terminale défini dans l'arrêté du 19 juillet 2019 paru au BOEN spécial n° 8 du 25 juillet 2019. »

« La partie économique vise à évaluer les capacités du candidat à analyser un problème économique d'actualité et à construire une argumentation pertinente au regard d'un problème posé, c'est-à-dire :

- ▶ Expliquer les notions et les mécanismes économiques mis en jeu dans le problème considéré à partir de ses connaissances et des informations fournies dans la documentation ;
- ▶ Interpréter des données économiques de différentes natures et à partir de différents supports ;
- ▶ Réaliser des calculs économiques en lien avec les notions traitées dans le programme ;
- ▶ Répondre à une question relative à des débats actuels sur l'économie de façon argumentée. »

Le sujet est composé de 3 questions de lecture et d'exploitation de documents chiffrés et/ou de questions de cours. Il s'agit souvent de combiner savoirs et savoir-faire.

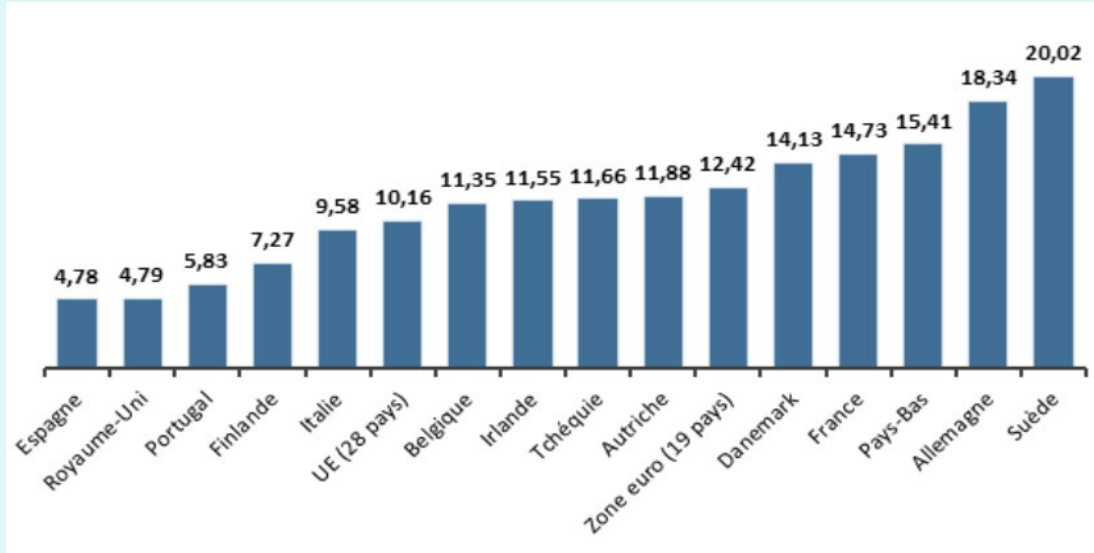
La quatrième question est une réflexion personnelle, sous forme d'argumentation, qui répond à une question, à traiter à partir du dossier documentaire composé de deux à trois documents (données chiffrées et texte(s)).



ENTRAÎNEMENT AU BACCALAURÉAT

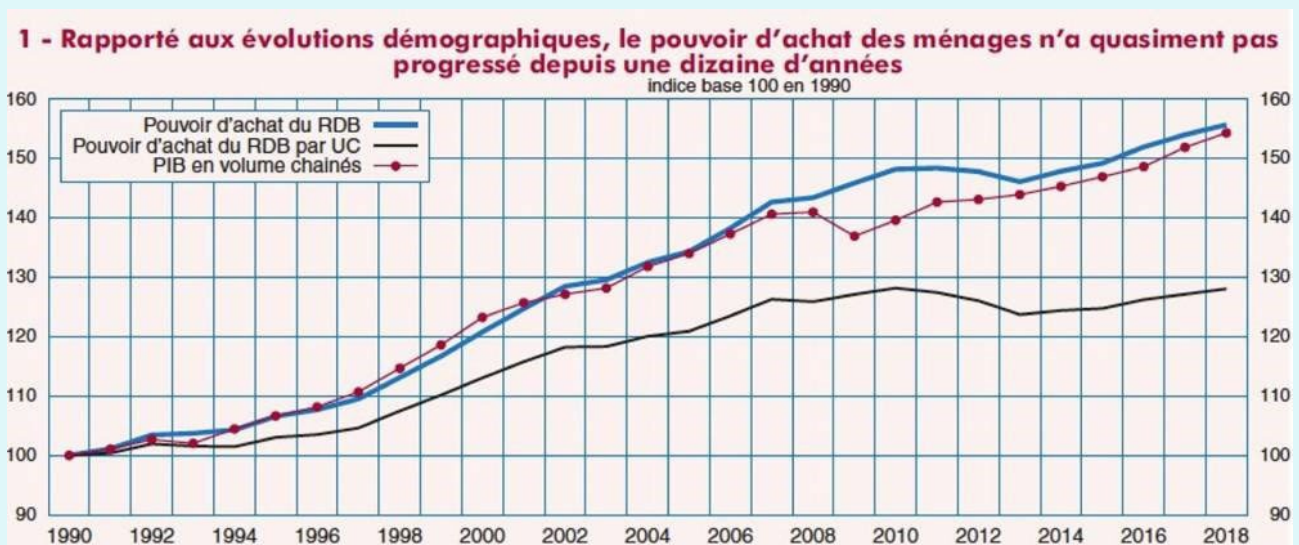
1°) Situez la France par rapport aux autres pays européens, en 2017, en matière d'épargne.

Taux d'épargne des ménages en % du revenu disponible brut (4^{ème} trimestre 2018).



2°) Présentez les principaux facteurs de consommation.

3°) Calculez les progressions des trois indicateurs proposés entre 1990 et 2018.



- RDB = revenu disponible brut
- UC = unité de consommation
- PIB = produit intérieur brut

La consommation fortement ralentie

Depuis le début de la crise, la consommation des ménages français continue d'augmenter mais beaucoup moins vite qu'avant la crise. Entre 2000 et 2007, elle augmentait en moyenne de 2,1 % par an. Depuis 2008, la consommation augmente de seulement 0,3 % par an. En 2011, l'augmentation de la consommation a été fortement ralentie : seulement 0,3 % par rapport à 2010, après une hausse de 1,4 % entre 2009 et 2010.

La progression de la consommation subit des à-coups. La consommation de voitures est l'exemple le plus marquant. L'achat de véhicules représente près de la moitié (45 %) de la variation de la consommation totale. Or ces achats sont fortement liés aux dispositifs gouvernementaux, principalement la prime à la casse. On note des pics de consommation après leur mise en place et un recul des immatriculations au 2ème trimestre 2011 suite à la suppression du dispositif le 1er janvier 2011. [...]

L'élasticité des prix et des revenus

L'évolution de la composition de la demande est ainsi plus ou moins sensible à la variation du revenu et des prix. C'est ce qu'on appelle l'élasticité.

L'élasticité-prix mesure la sensibilité de la demande suite à une variation du prix. Dans la majorité des cas, l'élasticité-prix est négative. Cela signifie que la demande et le prix varient en sens inverse : quand le prix d'un bien augmente, la demande diminue.

L'élasticité-revenu mesure la sensibilité de la demande suite à une variation du revenu. Dans la majorité des cas, l'élasticité-revenu est positive : plus le revenu augmente, plus la consommation augmente.

L'INSEE a étudié les différents postes de consommation en fonction de leur élasticité prix et de leur élasticité revenue.

Les produits dont la consommation peut difficilement être réduite ont des élasticités prix et revenu faibles. La demande est stable quels que soient le prix et le revenu. Il s'agit principalement des produits alimentaires, de l'énergie et de l'habillement.

En revanche, les biens d'équipement, l'hébergement-restauration ou les services d'information et de communication peuvent facilement être réduits. C'est leur consommation qui est principalement réduite quand les prix augmentent ou quand les revenus diminuent. Leurs élasticités prix et revenus sont fortes.

La consommation des ménages en 2011

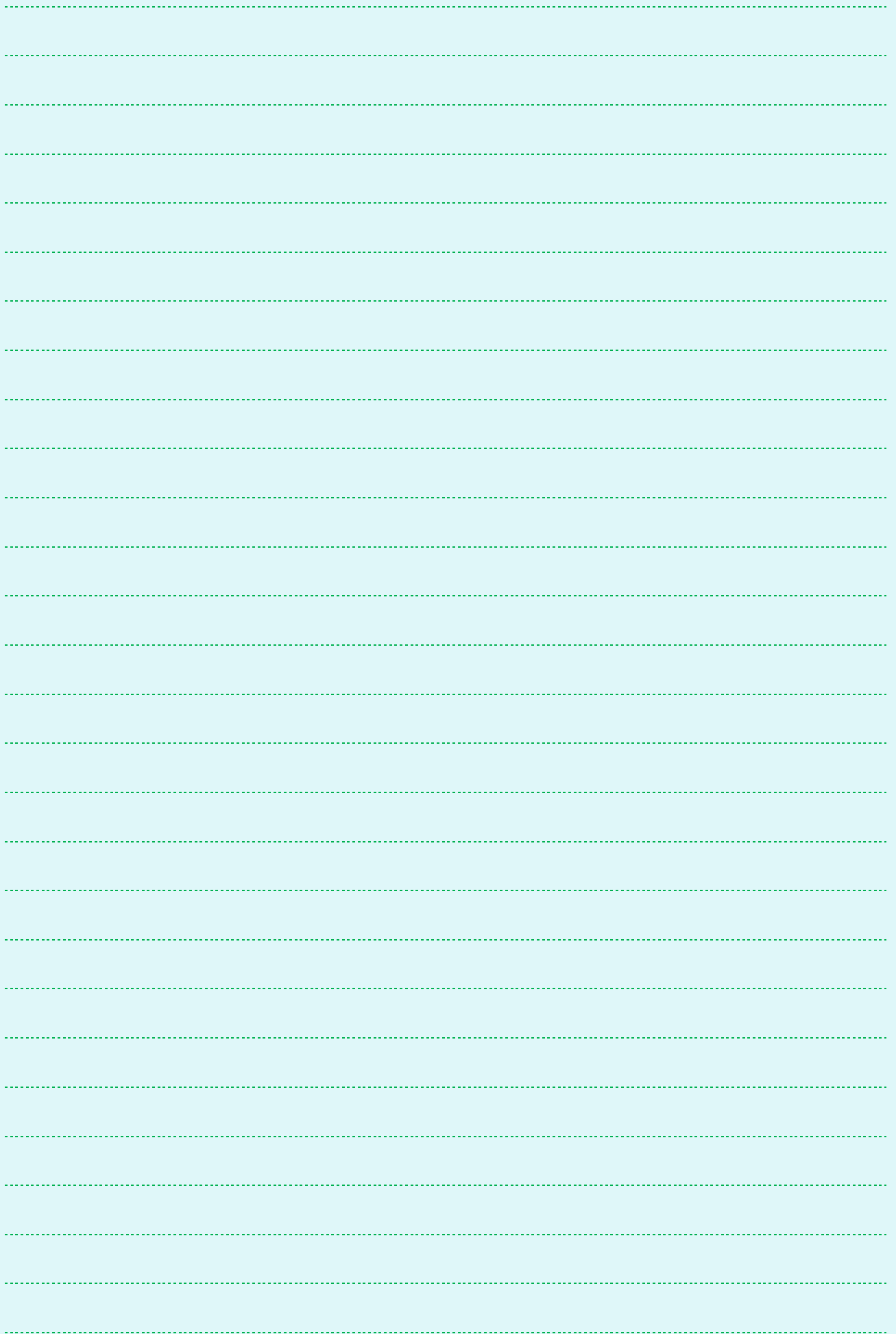
En 2011, la dépense totale de consommation des ménages français s'élevait à 1 110,1 milliards d'euros, soit plus de la moitié du PIB.

	En milliards d'euros	Coefficient budgétaire en %
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	150,8	13,6
Boissons alcoolisées et tabac	35,8	3,2
Habillement et chaussures	47,7	4,3
Logement, eau, gaz, électricité..	281,2	25,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	64,8	5,8
Santé	43,3	3,9
Transports	160,6	14,5
Communications	29,1	2,6
Loisirs et culture	93,6	8,4
Autres	203,2	18,3
Dépense de consommation	1 110,1	100,0

Le premier poste budgétaire des Français est le logement qui représente un quart de la consommation totale. À noter, les dépenses de consommation des ménages en logement incluent les loyers versés par les locataires mais aussi les « loyers imputés » que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Les transports, la communication, les loisirs et la culture forment un autre quart de la consommation totale des Français.

Un coefficient budgétaire est le rapport de la dépense consacrée à un poste ou à une catégorie de biens ou services, (par exemple l'alimentation, le logement...) à la dépense totale.



CORRECTION

1°) Situez la France par rapport aux autres pays européens, en 2017, en matière d'épargne :

Fin 2018, les Français, avec leur part du revenu disponible consacrée à l'épargne évaluée à 14,73 %, se situent en quatrième position des pays présentés, à 5,29 points de % de la Suède. C'est 20 % de moins que les Allemands et trois fois plus que les Espagnols.

2°) Présentez les principaux facteurs de consommation :

- Le revenu : rémunération du travail et/ou de la propriété
- Les prix : ils ont une incidence sur le pouvoir d'achat
- Le contexte : la société, la communauté d'appartenance, l'époque influent grandement sur l'individu
- Les actions gouvernementales : primes, aides, subventions...
- L'âge et la génération : les besoins à 10 ans, à 15 ans, à 35 ans et à 60 ans ne sont pas les mêmes ; les « boomers » consomment nettement plus et attachent plus d'importance à la qualité de vie matérielle que leurs grands-parents
- La taille de la famille : vivre seul(e), seul(e) avec enfant(s) ou en couple ou en couple avec plus de 3 enfants ne conduit pas à consommer comme les autres
- La catégorie socioprofessionnelle : la profession a un effet sur le mode de vie (vêtements, alimentation, loisirs...)
- L'héritage économique : le lieu de domicile, à la ville ou à la campagne, le quartier, le type d'habitat jouent un rôle important (par exemple en termes d'équipement, de transport...)
- L'héritage culturel : les goûts sont largement culturels : ils se forment d'abord au sein de la famille et lors de la socialisation primaire de l'individu (classe sociale, religion, philosophie, traditions, habitudes...), renforcée (ou pas) par les pressions communautaires
- L'effet d'imitation : beaucoup de personnes font comme les autres et on fréquente souvent les mêmes magasins ; la mode accentue les similitudes d'achats
- L'effet de distinction : consommer comme tout le monde ne plaît pas à certains, soit pour des raisons d'originalité, soit pour donner une image particulière (réussite socioprofessionnelle par exemple)
- Des facteurs plus personnels, la personnalité ou le tempérament par exemple, interviennent aussi, selon le degré d'extraversion, le fait de passer inaperçu ou de paraître en donnant telle ou telle image de soi...

3°) Calculez les progressions des trois indicateurs proposés entre 1990 et 2018 :

En l'espace de vingt-huit ans, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut s'est accru de 56 %. Dans la même période, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation (c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution démographique) s'est accru de 55 %. Quant au PIB, il a augmenté de 28 %.

4°) Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante, en trouvant 6 idées par document et en articulant 3 paragraphes reliés : Montrez comment évolue la consommation entre 2009 et 2012.

Document 1

- **Info 1** : entre 1992 et 2012, le taux d'épargne des ménages, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut et la dépense des ménages en volume connaissent une évolution irrégulière
- **Info 2** : en 2012, la consommation des ménages a diminué de 0,5 %, le pouvoir d'achat de - 1 % et le taux d'épargne est de 15,6 % du revenu disponible
- **Info 3** : en 2012, le taux d'épargne est le plus faible depuis 2009, le pouvoir d'achat connaît sa pire évolution depuis 2009 et la dépense a la plus modeste évolution depuis 2010

J'ajoute des connaissances de cours : définitions et logiques des liens entre les trois indicateurs

Document 2

- **Info 4** : la consommation des ménages est un facteur-clef de la croissance économique (30 % de la hausse du PIB) et 55 % du PIB
- **Info 5** : la consommation des ménages s'est ralentie et transformée entre 2008 et 2012
- **Info 6** : la variation de la consommation est instable
- **Info 7** : l'achat de véhicule explique 45 % de la consommation totale des ménages
- **Info 8** : l'achat de véhicule est boosté par la prime à la casse et la fin de celle-ci le réduit
- **Info 9** : l'élasticité-prix de la demande est souvent négative : quand le prix baisse, la demande augmente
- **Info 10** : l'élasticité-revenu de la demande est positive : quand le revenu augmente, la demande aussi
- **Info 11** : la structure de la consommation dépend des élasticités-prix et revenu
- **Info 12** : certains produits sont peu sensibles (alimentation, énergie, habillement...), d'autres le sont (équipement, restauration...)
- **Info 13** : les dépenses liées au logement constituent 25 % du total, le transport-communication-loisirs-culture autour de 25 % et l'alimentaire 13,8 %

J'ajoute des connaissances de cours : la consommation comme facteur-clef de la croissance, postes et coefficients budgétaires, logiques des élasticités

Pour répondre à la question, je choisis 3 axes, indépendamment de l'ordre des documents : je choisis 3 thèmes qui se complètent, grâce à mes connaissances personnelles. Chaque partie doit comprendre des éléments de cours et des documents.

Plan possible (parmi d'autres) :

- A) l'évolution insuffisante du revenu et du pouvoir d'achat ont fait ralentir la consommation** : infos 1 à 5 + cours
- B) la structure de la consommation se transforme elle-même comme l'expliquent les élasticités et l'inflation** : infos 5 à 13 + cours
- C) le pessimisme des ménages les oblige à puiser dans leur épargne de précaution pour pouvoir continuer à consommer et la faible consommation accentue le ralentissement de la croissance** : infos 3, 2, 4, 7, 8 + cours



Vous pouvez maintenant
faire et envoyer le **devoir n°1**

